

tribune

PSU

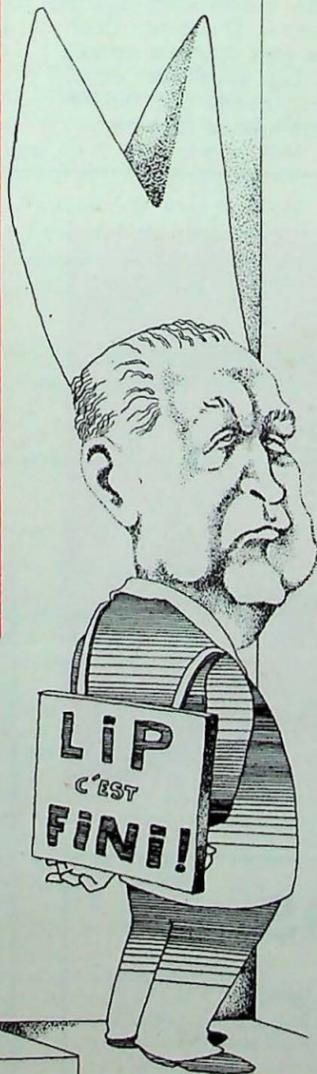
socialiste

Lundi 14. Janv. 1974

Solution du problème :

pas de
démantèlement.

pas de
licenciement!



• **LA CRISE**
les propositions
du P S U

• **SOCIÉTÉ
GÉNÉRALE**
avertissement
avec frais

• **CFDT**
des
responsabilités
nouvelles

• **M. J. C.**
vive la culture !

Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DES-
TOT - Jacques FERLUS - Jacques GAL-
LUS - Gilbert HERCET - Jean-François
MERLE - Jean VERGER.

Publicité : Régie-Information, 32, rue
Le Peletier - 75009 PARIS. Tél. :
770.40.18.

Directeur de la publication : Jean LE
GARREC.

Rédaction : 566-45-64

Administration : 566-45-37
9, rue Borromée - 75015 PARIS
Publicité : Régie Information
Tél. : 770-40-18.

Distribué par les N.M.P.P.
S. A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

7 JOURS DANS T.S.



Calendrier politique

● Vend 18 janv 19 h - Place de la
République - Paris : manifestation de
scoutien à Puig Antich.

● Vend 18 janv 20 h 30 - Thionville -
au Beffroi (centre ville), place du mar-
ché : réunion-débat sur la Palestine.

● Sam 19, dim 20 janv - Paris 15^e -
9, rue Borromée : stage national Fem-
mes.

ABSENCE...

Robert Chapuis, secrétaire
national, sera absent pendant
plusieurs semaines à la suite
d'une hospitalisation.

Que le « Nouvel Observa-
teur » ne se hâte pas d'en con-
clure qu'il est retourné à la
base...

TEP
direction guy rotaris du 4 janv
théâtre national au 10 fév.
LA TEMPÊTE.
de SHAKESPEARE
mise en scène : Bernard SOBEL
17 rue malte-brun - Paris 20^e
m° gambetta - tél. 636.79.09

■ Un bonnet d'âne pour Messmer.
Une première page qui se passe de
commentaire. Il aura fallu près de
dix mois de lutte, de mobilisation, de
soutien, de palabres pour que ce Gou-
vernement d'aveugles se décide en-
fin à admettre ce que les Lip crient
depuis le début : « Notre entreprise
est viable. Une solution industrielle
est possible, sans démantèlement,
sans licenciements. Il suffit de la vou-
loir ». Oui, comme le dit Alain Ran-
nou (p. 8-9), l'acceptation du plan
Neuschwander a, pour les Lip, pour
nous, pour tous ceux qui n'ont jamais
cessé de les soutenir, un parfum de
victoire.

Mais, comme il le rappelle aussi —
et c'est bien évident — la bataille
n'est pas finie. Des négociations vont
maintenant s'engager, qui seront sûre-
ment âpres, difficiles. Il va falloir
débloquer les fonds — et notamment
ceux des banques nationalisées, et
l'on sait d'expérience que la mauvaise
volonté de l'une ou l'autre peut en-
core faire capoter le projet. C'est
pourquoi notre mobilisation reste plus
que jamais nécessaire.

C'est pourquoi — notamment —
nous poursuivons et nous deman-
dons de poursuivre la campagne de
boycott de la Société Générale : elle
est efficace, n'en doutez pas. Et l'en-
gagement par la direction de cette
banque, de nervis pour empêcher
la campagne d'explication menée aux
portes des agences par nos militants,
le prouve assez.

■ Quant au Gouvernement, laissons-
le se dépatouiller de ses contradic-
tions. Laissons Charbonnel expliquer
piteusement aux journalistes que « M.
le Ministre avait tout à fait raison de
dire que Lip était fini. La nouvelle
société à naître n'aura rien à voir
avec l'ancienne ! ». D'accord, Char-
bonnel. Si vous êtes contents comme
ça, nous aussi. Les travailleurs de ce
pays sont assez grands pour appré-
cier, et tirer eux-mêmes la leçon...

■ La crise — la récession. La « stag-
nation », quoi, comme disent les éco-
nomistes distingués. Nous avons ou-
vert le dossier la semaine dernière, et
le sujet est loin d'être épuisé. La gau-
che, nous l'avons dit, se trouve direc-
tement interpellée, puisque, à l'éviden-
ce, le régime n'en a plus pour très
longtemps. Elle doit donc au plus vite
se donner les moyens, non seulement
d'accéder au pouvoir, non seulement
de s'y maintenir, mais encore d'en-
clencher, le jour venu, le processus de
transformation radicale de notre so-
ciété.

Dans cette perspective, la seule
qui vaille, le programme commun si-
gné par le PC, le PS et les radicaux
de gauche, n'est pas opératoire, et
ses signataires le savent bien, qui
parlent de plus en plus de sa néces-
saire révision.

Le PSU, qui n'était pas partie pre-
nante de ce programme, a des chos-
es à dire, des propositions à formu-
ler, des idées à mettre dans le pot
commun de la discussion entre toutes
les forces, politiques et syndicales,
qui vont devoir nécessairement s'en-
gager. Il le dit sans forfanterie, mais
avec l'autorité croissante que lui con-
fère sa capacité d'intervention dans
les luttes, comme le sérieux des pro-
positions théoriques de son manifeste
de décembre 72, qui trouve, avec la
crise actuelle, un solide regain d'ac-
tualité. Un peu partout, on commence
à s'en apercevoir. Le très grand suc-
cès des « 6 heures pour l'autoges-
tion », ce lundi soir, dans une Mutua-
lité pleine à craquer, en est un signe.
Comme est significatif l'accueil ré-
servé par la presse à la récente con-
férence de presse du Bureau Natio-
nal. Nous publions (p. 4 - 5) de lar-
ges extraits de la déclaration de Ro-
bert Chapuis.

■ Oui, le pouvoir sera bientôt à pren-
dre, chacun le sent, chacun le craint
ou l'espère. Mais pour y faire quoi ?
C'est à cette question angoissante et
exaltante à la fois, que nous sommes

dès aujourd'hui confrontés. Le rôle
que peut jouer, dans la période ac-
tuelle, un syndicat comme la CFDT
est primordial. Gérard Féran analyse
ici (p. 10) l'enjeu du prochain Conseil
National de la centrale qui a, com-
me nous, fait le choix du socialisme
autogestionnaire.

Faute de trouver les bonnes répon-
ses, faute de savoir trouver les moyens
de notre projet politique, nous en se-
rons réduits à vivre l'expérience dé-
cevante de la social-démocratie alle-
mande, qui ne surmonte plus que dif-
ficilement des contradictions insurmon-
tables. Outre-Rhin aussi, la crise ris-
que de servir de révélateur et de re-
mettre en selle une bourgeoisie que
le régime de Willy Brandt n'a pas su,
ou pu, mettre au pas (p. 6 - 7).

■ Qu'un changement radical soit né-
cessaire, qui en doute, dans un pays
où le travailleur arabe est un gibier
à abattre en toute impunité (p. 12), où
toute forme de culture populaire est
systématiquement étouffée (p. 15) où
la répression s'exerce dans tous les
domaines, et jusque dans les rangs
de la police (p. 9) ? A la morosité, à
la « crise de confiance » qui s'exprime
dans tous les sondages de nos
confrères les plus gouvernementaux,
correspond la révolte, le refus d'ob-
tempérer qui touche tous les secteurs
de la vie sociale, et d'abord l'armée
— ceux qui y sont, et ceux, de plus
en plus nombreux, qui refusent de
passer par cette « école de vie »,
comme dit, sans rire, Galley... (p. 11).

■ Abonnements : 1.841 C'est pas des
blagues. En trois mois de campagne.
On avait jamais connu ça, parole,
dans l'histoire de « TS ». Faut conti-
nuer, aller de l'avant. Déjà, on a re-
trouvé nos seize pages. Bientôt, si le
flot continue, notre trésorier-payeur
général ne pourra plus nous refuser
les vingt. La campagne continue, sous
d'autres formes (p. 16). Accrochez-
vous, va y avoir du vent !

B. L. ■

ARVEL

ALPES DU SUD : MONETIER

Un beau village, l'une des stations les plus enneigées
de France.

Par semaine, pension complète

Hors vacances : 260 F

Vacances de février (zone de Paris) : 325 F

ARVEL

12, boulevard des Brotteaux - 69006 LYON

Tél. : (78) 52.56.48

REJOIGNEZ LE PSU !

POUR PRENDRE CONTACT

- Vous voulez entrer en contact avec les militants P.S.U. de votre quartier où de votre lieu de travail.
- Vous voulez être tenu au courant de nos initiatives et de nos campagnes.
- Retournez ce bon au P.S.U. 9, rue Borromée 75015 Paris.

Nom

Adresse

Profession

Éditions SYROS

- CRITIQUE SOCIALISTE. Revue théorique du PSU collection complète jusqu'au n° 14 : 35 F.
 - Les textes du CONSEIL NATIONAL — pour l'unité populaire. — pour le socialisme autogestionnaire. (l'unité : 5 F - Par 10 : 4,50 F).
- A LA LIBRAIRIE DE « TS »

la zone des tempêtes

L'ANNONCE brutale par les Pouvoirs publics des hausses de prix, bien entendu imputées à la seule augmentation du prix du pétrole, crée en France un climat de morosité que le Pouvoir essayait déjà de développer dans les semaines qui ont précédé avec tous les canaux d'information dont il dispose.

A présent, les branches industrielles, comme on dit « font leurs comptes ». Les consommateurs, eux aussi, supportent le coût final de l'ardoise. Tout laisse à penser que les premiers ne seront pas brillants, au moins pour les activités liées au pétrole ou grosses consommatrices d'énergie. Et que la seconde sera lourde : chauffage, essence, charges locatives, produits alimentaires devraient subir une poussée plus ou moins brutale. D'ores et déjà, il faut s'attendre à une hausse des prix minimale de 12 à 15 % en 1974, se combinant avec un freinage sensible de la croissance globale de la production. Année difficile donc, au cours de laquelle le pouvoir d'achat ne devrait pas croître pour la majorité des travailleurs et où l'emploi devrait se dégrader plus ou moins gravement, selon les secteurs.

cycle de baisse

Bien que liée à des causes antérieures à la « crise énergétique » le ralentissement de l'économie française ne constitue cependant pas un phénomène conjonctuel et transitoire : l'économie française s'engage, pour reprendre le langage des technocrates, dans « un cycle de baisse de longue durée ». Le phénomène est au moins européen et devrait se poursuivre au moins jusqu'en 1975.

Pour maintenir un taux de profit satisfaisant, les couches dominantes sont donc amenées à créer — éventuellement de toutes pièces — un climat d'insécurité et d'inquiétude, en appelant les Français à « serrer les coudes ». Même si sa proposition a, comme on dit « fait un bide », l'idée du « gouvernement de salut public » de M. Lecanuet resurgit à point nommé. Il ne s'agit pas encore de bloquer les salaires — quoique dans la Fonction publique, la tentation est forte... mais d'exercer sur eux une pression à la moindre hausse, en sapant la combativité ouvrière par les moyens d'intimidation habituels : chômage, durcissement policier, répression syndicale accrue. Citroën a donné l'exemple du premier, Marcellin est toujours là pour appliquer le second pendant que Messmer s'exprime toujours aussi fermement sur l'ordre qui sera maintenu — à défaut, peut-être, de l'être lui-même.

Quant à la répression syndicale, Cousseau à Cerizay, les propos de Marceau Long à l'O.R.T.F.

et l'incroyable révocation du policier Breton par le même Marcellin en fournissent les exemples les plus récents.

Une telle politique ne supporte ni les hésitations, ni les divisions : il faut, dit Pompidou, que la majorité fasse corps autour de son Président... Il y a dès lors gros à parier qu'une opération de restructuration et de recomposition du régime se prépare : la confusion politique dans la majorité et dans le patronat est en effet totale.

Lip, symboliquement, en est le révélateur. Ce n'est un secret pour personne que ceux qui par « Point » interposé, cherchent à avoir la peau de Messmer et de certains de ses hystériques ministres de service, sont probablement les mêmes qui jugent irresponsable une attitude aussi stupidement, haineusement entêtée, que celle de Messmer sur Lip. La cohésion gouvernementale semble s'affaiblir au fur et à mesure que les échéances économiques et sociales se précisent : c'est que pour aborder cette « zone des tempêtes » que pourraient être les années 1974 et 1975, il importe de savoir où l'on va.

On peut se demander si la classe dominante en France le sait. Elle n'a pas encore, en tout cas, définitivement choisi ses pilotes. Elle sait seulement qu'il faudra piloter à vue et maintenir son ordre en évitant que la crise, si crise il y a, devienne dangereuse pour elle : en un mot, qu'elle devienne politique et mette en jeu son existence même.

Elle choisit donc de développer la psychose de crise, de mettre en avant de fausses responsabilités (les pays arabes), de laisser croître le racisme, bien pratique pour détourner les luttes, d'accepter une baisse du niveau de l'emploi. Si cela ne suffit pas l'appareil répressif est là : ses rouages bien huilés, son information perfectionnée, son cynisme affiché constituent quand même d'importants garde-fous à la colère des travailleurs.

l'avenir de la gauche

C'est dire que la gauche joue, en effet, son avenir dès maintenant, comme le rappelait Robert Chapuis dans sa récente conférence de presse. Les contradictions de la bourgeoisie sont en effet secondaires, même si elles frappent vivement l'opinion : le Pouvoir est prêt à toute solution de survie. Et force est de reconnaître que les périodes d'inquiétude conjoncturelle ne sont guères favorables aux explosions sociales victorieuses.

C'est pourquoi il n'est plus temps, ni de perfectionner ou de réviser un programme commun

conçu en d'autres circonstances, ni d'attendre que le fruit soit mûr pour le cueillir : ne montera pas à l'arbre qui veut.

L'heure est à l'offensive prolongée par les luttes et au-delà des luttes. Il est en effet un point commun à toutes les difficultés des travailleurs de ce pays : c'est qu'elles résultent et résulteront, directement, du jeu du système capitaliste, des inégalités qu'il sécrète et des possessions qu'il crée, de son anarchie, de sa frénésie de consommation, de sa concurrence sauvage entraînant le gaspillage, de sa violence légalisée. C'est donc tout le système qu'il faut remettre en cause, dès maintenant, et globalement : il n'est plus possible de composer avec lui, de l'amender, de fonder les options de la gauche sur des hypothèses de développement assimilables par lui : il faut rompre, radicalement, y compris en termes de modèle de développement.

la question du pouvoir

Concrètement, cela suppose la définition et l'adoption par toutes les forces populaires, d'une plate-forme clairement anticapitaliste, utilisant notamment tous les moyens existant dans le système (par exemple le budget) dans un sens fondamentalement différent et reposant sur une logique différente. Cela suppose que soit posé immédiatement, et au niveau convenable, la question du pouvoir, dans toute son ampleur.

Nous croyons en effet que sans cette prise de conscience et de responsabilités, l'avenir d'un pouvoir populaire en France sera tragiquement reculé : on ne peut laisser le capitalisme préparer sa restructuration en en restant spectateurs, ni en en engluant les travailleurs dans une optique strictement défensive.

Il y a quelques mois, à l'échelle de leur collectivité — c'était leur usine — des hommes et des femmes de ce peuple de France, des ouvriers, des Lip, ont cru qu'il n'était plus possible d'attendre et ils ont décidé de contre-attaquer, développant par là le plus extraordinaire mouvement vu depuis longtemps. On a prédit dix fois leur fin, on a fait donner la garde contre eux. Ils sont toujours là. Peut-être bientôt, victorieux. L'exemple qu'ils ont donné, des milliers de collectivités d'hommes et de femmes peuvent le suivre. A condition qu'un projet politique anticapitaliste unitaire s'ébauche et apparaisse comme un débouché décisif à leurs luttes.

Du contrôle ouvrier à la révolution : c'était, il y a plus d'un an, le message que nous lancions : il est aujourd'hui plus urgent que jamais qu'il reçoive une réponse adéquate.

Daniel Lenègre



une lettre de René Cruse

Chers Camarades,

Les deux articles, de Gérard Féran dans TS du 12 décembre 1973 et de René Beaumont dans le TS Essonne n° 65 (janvier 1974), relatifs à ma démission du Parti semblent devoir appeler de ma part une réponse unique que vous publierez dans les deux organes précités, si vous le jugez utile.

Je souligne tout de suite, à l'avantage du PSU, que le caractère politique de vos réactions (y compris celles orales, des camarades de Massy) n'a pas entamé leur caractère amical.

J'y suis particulièrement sensible.

Vous savez que ma candidature aux législatives de 1973 n'a pas été sans d'expresses réserves que nous avons parfaitement discutées ensemble à l'échelon local et fédéral tout au long de la campagne... réserves qui portaient notamment sur mon attitude au second tour. La circulaire que j'ai envoyée au Comité de soutien immédiatement après les élections montre que j'ai été fidèle à moi-même et honnête à votre égard. On peut discuter mes analyses mais non pas ma cohérence en ce qui concerne la priorité aux luttes.

Là où je vous ai désagréablement surpris c'est sur la manière avec laquelle je vous ai averti de ma décision. Tout en prenant soin de la faire connaître d'abord et

personnellement à mon chef de section comme au BN, j'ai voulu en la publiant immédiatement montrer son caractère irrévocable. On ne joue pas la jolie fille... au PSU.

Le premier journal qui a publié ma démission c'est Libération que je ne peux qualifier de « presse bourgeoise ». Par ailleurs, face aux militants de base qui travaillent avec moi certains secteurs comme les travailleurs immigrés, le Larzac, et l'armée (entre autres), j'ai été pressé de sortir de certaines ambiguïtés, tout en sachant, qu'immanquablement, je retomberai dans d'autres.

Si je n'avais eu aucun rôle particulier dans ces luttes, ma sortie aurait passé inaperçue du public, comme je l'avais souhaité. Tout ceci n'est pas une excuse peut-être, mais c'est mon explication.

Si nous sommes d'accord pour rechercher un socialisme auto-gestionnaire, avec un pouvoir ouvrier

et populaire, je ne pense pas possible une profonde unité d'action anti-capitaliste avec les gens du programme commun qui ne remettent pas en cause les structures, les lois et les règles qui sous-tendent l'économie actuelle avec les gens et qui excluent l'extrême gauche. (...)

Je vous garde toute mon amitié socialiste et vous dis ma reconnaissance pour ces 5 ans passés dans votre formation. J'y ai appris beaucoup de choses... y compris la liberté d'en sortir sans renier le combat pour les marginalisés.

René CRUSE ■

Je me contenterai de deux remarques à la suite de la lettre de René Cruse, ayant déjà répondu sur le fond à la plupart de ses arguments (TS du 12-12-73).

La première, c'est qu'il me semble particulièrement positif que lorsque des camarades démissionnent, parce qu'en désaccord avec

la ligne du PSU, un débat libre et fraternel puisse se poursuivre.

La seconde, c'est que l'actualité récente montre que nos propositions posent problème aux signataires du Programme commun, car ils sentent bien que nous avançons une conception différente de l'unité et de ses objectifs. Nous avions dit au Conseil national qu'il faudrait se battre pour le pacte anticapitaliste, alors que certains camarades croyaient que PC, PS et CGT allaient accueillir avec enthousiasme une proposition qui, à leurs yeux, « ralliait » le Programme commun. On ne pourra pas, Cruse, bâtir ce socialisme autogestionnaire pour lequel nous continuons comme toi de nous battre si le mouvement ouvrier reste figé dans ses divisions et incapable de créer une alternative à ce régime. Notre stratégie est sans doute critiquable. Au moins existe-t-elle. Nous ne voyons pas quelle est celle que, quant à toi, tu proposes.

G. F. ■

les propositions du PSU

« La gauche face à la crise ». C'était notre thème la semaine dernière. C'était le thème de la conférence de presse de Robert Chapuis au nom du bureau national.

Quelques jours après, en situant ainsi l'importance des responsabilités qui sont celles de la gauche, nous ne nous trompons pas de cible.

Ce n'est pas parce que nous oublions celles du régime, qui sont écrasantes, que nous mettons en lumière les faiblesses de la gauche. C'est au contraire parce qu'il devient tellement nécessaire qu'une alternative à court terme se prépare dans ce pays, qu'il nous faut mieux juger de l'importance du chemin qui reste à parcourir. Le débat qui s'instaure au sein des forces politiques et syndicales sur le modèle de développement

et de croissance nous paraît de ce point de vue particulièrement positif. Certains jugent que c'est en « enrichissant et en actualisant » le programme commun qu'ils répondront à cette exigence. Nous pensons pour notre part que ce n'est pas seulement la transformation d'un texte qui est en cause mais bien plus celle de la dynamique unitaire.

Les propositions de « pacte » ou de « plate-forme » anticapitaliste vont dans ce sens. Le Parti Socialiste s'apprête de son côté, semble-t-il, à lancer l'idée d'un « plan d'action » qui devrait être également élaboré par des organisations politiques et syndicales. Nous attendons de juger du contenu de cette initiative pour en apprécier la portée. Disons seulement que nous n'avons pas le fétichisme des mots et qu'il nous paraît déjà positif

qu'un certain nombre d'organisations comprennent la nécessité de passer à une autre étape de l'unité populaire dans la période actuelle. Nos discussions avec le Parti Communiste, notre récente rencontre avec le Parti Socialiste, le débat qu'ouvre la C.F.D.T. à son prochain conseil national, la proposition de la C.G.T. d'une plate-forme commune sur l'emploi, constituent autant d'éléments importants qui doivent permettre au mouvement socialiste d'être mieux armé pour offrir une alternative d'ensemble à ce régime et à ce système.

C'est pour faire progresser le débat en son sein que nous rappelons ici les principales propositions faites au nom du P.S.U. par Robert Chapuis lors de sa dernière conférence de presse.

DANS son manifeste de décembre 72, « Contrôler aujourd'hui pour décider demain », le PSU disait toute l'importance de la question : « produire pourquoi ? » et s'efforçait d'apporter des éléments de réponse. Aujourd'hui, cette question est devenue évidente. Elle est étroitement liée, à notre avis, à une autre : « qui décide ? »

une nouvelle organisation sociale

A ces deux questions, nous souhaitons une réponse unitaire et précise.

Unitaire, parce que la prise du pouvoir n'est possible qu'à travers l'unité. Précise, parce qu'il ne suffit pas d'occuper le pouvoir, il faut le faire servir à l'instauration du socialisme. Sinon, la catastrophe — avec ce qu'elle implique de violence et de souffrance — est inévitable.

Il y a des secteurs déterminants pour un nouveau type de développement. Citons en vrac : les moyens énergétiques (nucléaires ou pas), les transports, le cadre de vie, la consommation courante, le rapport formation-qualification, la santé, la création individuelle et collective (donc le rapport travail-loisirs), l'information, l'industrie régionale... Sur toutes ces questions, il est possible aujourd'hui d'avancer, non plus seulement pour dénoncer la politique du Pouvoir, mais pour proposer les axes et les moyens d'une autre politique.

Précisément, dans le monde agricole comme dans le monde ouvrier, la revendication s'accompagne d'une volonté de contrôle, sur la production comme sur toute la vie sociale ; dans l'action anticapitaliste s'esquisse la perspective d'un autre pouvoir, d'un autre mode de vie.

C'est bien pourquoi M. Messmer ne peut pas supporter Lip : il sent bien que c'est sa négation, il sent bien que dans le monde des Lip, il n'aurait plus que la place qui revient à sa compétence et à ses qualités (je vous laisse deviner lesquelles...).

Ce contrôle ouvrier et populaire porte de plus en plus sur les conditions et l'organisation du travail (et notamment sur les problèmes de hiérarchie), sur la garantie du revenu (pour les travailleurs de l'agriculture comme pour ceux des usines ou des bureaux), sur la sécurité de l'emploi, sur l'usage et la qualité des produits (ce qui pose le problème de la distribution)

Qu'il s'agisse d'inventer, d'imaginer à partir des conflits essentiels de notre temps ou de prolonger les actions de contrôle, il est possible de jeter les bases d'un puissant mouvement socialiste de masse dans notre pays.

A cette fin nous lançons un appel à toutes les forces liées aux travailleurs. Nous leur disons que nous sommes prêts à participer à toute initiative qui permettrait d'avancer dans ces domaines, en France, mais aussi, bien entendu, en Europe.

C'est dans cet esprit que le P.S.U. participera aux colloques organisés durant les mois prochains par la C.F.D.T. C'est dans cet esprit que le P.S.U. soutiendra activement les initiatives du C.L.A.S. et de tous ceux qui s'associent d'une manière ou d'une autre à ce comité : il donnera notamment la plus grande importance aux Asises régionales (comme à Paris le 14 janvier et naguère à Toulouse, fin novembre) et nationales (dans trois mois probablement) organisées par le C.L.A.S.

plate-forme d'action anti-capitaliste

Dans l'immédiat, définir une plate-forme d'action anticapitaliste réunissant les grandes confédérations syndicales et les partis de gauche sur des objectifs communs.

Sur ce point, auquel nous attachons la plus grande importance — vous l'avez vu lors des débats de notre dernier Conseil National sur la nécessité d'ouvrir la pers-

Dans le métro : une société de gaspillage.

pective d'un pacte d'unité d'action anticapitaliste — nous constatons des avancées importantes. Les récentes déclarations de la C.F.D.T. nous paraissent positives de même que la conclusion de l'accord du 8 novembre, dans son contenu comme dans sa méthode de préparation.

Le débat doit maintenant porter sur les priorités qu'exige la situation, qu'elles soient de type défensif — sur l'emploi par exemple, ou de type offensif — sur les transports en commun notamment. Il doit porter aussi sur les formes d'action, car nous savons bien que le 6 décembre a été à la fois un grand succès (notamment par les manifestations auxquelles il a donné lieu) et une preuve de l'insuffisance des formes d'action traditionnelles. Nous croyons qu'il faut inventer, les uns avec les autres et non les uns contre les autres, de nouveaux types d'action à la base comme à un niveau plus global.

Dans cette recherche d'objectifs communs, nous ne refuserons pas — bien au contraire — les accords partiels : accord sur tel objectif ou accord avec telle organisation. Des groupes de travail ont été constitués avec le PCF : déjà s'esquissent les grandes lignes d'un texte commun, qui pourra être très précis sur un certain nombre de points, en vue de l'action. Nous espérons pour notre part que les débats actuels pourront déboucher sur un accord.

Des actions sur la base la plus large sont dès maintenant possibles dans certains secteurs particulièrement touchés et très significatifs de la crise comme du type de développement qui la produit.

Nous pensons notamment à l'automobile, à l'aéronautique et aux chemins de fer : des actions peuvent se développer au niveau même des entreprises concernées. On rencontre très vite alors le problème régional. Prenons deux exemples, pour ne pas parler bien sûr de Besançon : Mureaux peut être le point d'appui d'un rassemblement qui concerne aussi bien les problèmes de l'énergie et des matières premières que les questions de la transformation (Lacq et Noguères), avec toutes les revendications qui leur sont liées. De même Toulouse peut être un point central pour une action déterminée sur la ville, les entreprises et toute la région.

nouveaux terrains

L'action doit se développer aussi sur de nouveaux terrains. Elle est urgente sur les problèmes de l'immigration. Elle est désormais nécessaire au niveau de l'Europe.

Sur l'immigration. — En provoquant l'immigration les pays européens ont bénéficié d'une offre illimitée de force de travail qui leur a permis un développement rapide. Utilisée dans les secteurs rétrodatés (forestage, bâtiment, etc...) ou dans les secteurs à forte concurrence internationale (métallurgie, etc...) elle a permis au patronat de faire et des économies importantes d'investissements, et des économies sur les salaires en sous-payant les travailleurs immigrés par rapport aux travailleurs autochtones, et en récupérant certains avantages (allocations familiales, logement, etc...).



Mais l'organisation et les luttes des travailleurs immigrés ont remis en cause cette situation. On le voit en ce moment même à Gennevilliers. Aujourd'hui, dans une conjoncture de ralentissement de l'activité les conséquences sont connues : les licenciements et la pression à la diminution des salaires. D'où la tentation du Pouvoir de renvoyer les travailleurs immigrés chez eux ; en effet pour celui-ci l'immigration permet de réguler le marché du travail (le pouvoir s'est donné tous les moyens juridiques en la matière : circulaire Fontanet-Marcellin).

Parallèlement, le Pouvoir va laisser se poursuivre et s'amplifier les menées racistes pour appuyer sa politique qu'il présentera comme destinée à défendre en priorité l'emploi des « nationaux ». (Il est scandaleux à cet égard que les auteurs d'attentats soient encore en liberté !)

Il nous faut ici saluer la réaction très ferme du Gouvernement algérien devant les carences de la France pour la protection de la vie et des droits des Algériens dans notre pays. Mais la politique du Pouvoir et du Patronat en matière de main-d'œuvre forme un tout. Pour eux la mise en chômage d'une partie de la classe ouvrière doit s'accompagner d'un abaissement de salaires pour le reste.

cinq priorités

C'est pourquoi il est nécessaire que la classe ouvrière, qui devrait supporter les conséquences de la crise, réagisse dans l'unité de combat et elle peut organiser sa riposte de telle sorte qu'aucune de ses composantes ne fasse les frais de la situation, en imposant par exemple la diminution des cadences et des horaires.

En Europe. — Dès l'instant où les structures économiques et les échanges prennent une dimension mondiale, la construction de l'Europe exige que l'on s'oppose à la loi de l'économie de marché, dont la conséquence naturelle est la constitution d'un vaste ensemble « occidental » indifférencié.

Construire l'Europe, cela suppose que l'on substitue des choix politiques aux mécanismes capitalistes, et cela ne deviendra possible que lorsqu'on aura rompu avec le régime capitaliste dans un au moins des pays européens. Mais en attendant, un certain nombre de mesures peuvent être prises tout de suite :

1° - Donner aux luttes syndicales les mêmes dimensions qu'aux firmes industrielles en les coordonnant sur le plan du trust : c'est la seule façon de rendre au mouvement ouvrier ses moyens d'action face aux trusts multinationaux.

2° - Unifier le statut des travailleurs dans les différents pays de la C.E.E. au niveau qui leur est le plus favorable.

C'est une action qui ne peut pas passer par les « institutions » de Bruxelles et de Strasbourg, qui n'ont aucun pouvoir réel en cette matière. Elle suppose que les organisations du mouvement ouvrier en Europe déterminent, pour chacun des éléments du niveau de vie des travailleurs (emploi, retraite, congés payés, allocations familiales, régime fiscal, protection de la santé, etc.) le régime le plus favorable et que dans les pays qui n'en bénéficient pas, une mobilisation soit entreprise, y compris sur le plan parlementaire, pour faire adopter les mesures législatives nécessaires.

3° - Etendre à tous les travailleurs les droits politiques et syndicaux reconnus aux ressortissants du pays. Cela comporte d'abord l'interdiction de toute expulsion d'un travailleur étranger pour ses activités politiques ou syndicales et si le terme de Communauté Européenne n'était pas une mystification, si elle recouvrait autre chose qu'un simple marché commun offert aux entreprises les plus puissantes, il aurait d'abord pour signification une communauté des hommes qui y vivent.



Robert Chapuis, secrétaire national

4° - Préserver les chances pour l'Europe de se soustraire à la domination technologique des Etats-Unis ou des firmes multinationales si cela devenait nécessaire. Cela exige que dès maintenant, dans les secteurs de pointe en particulier, on fasse l'inventaire des démantèlements déjà en cours et que là où c'est nécessaire, les travailleurs d'Europe puissent lutter ensemble pour empêcher les démembrements qui pourraient avoir des conséquences irréparables.

5° - Détermination des aspirations des travailleurs européens pour la fixation d'objectifs anticapitalistes (développement régional, éducation, énergie).

Il est bien évident qu'il ne s'agit pas là de bâtir l'Europe des travailleurs, mais simplement de mesures conservatoires pour préserver les chances de la construire plus tard.

lutter contre la répression

M. Pompidou a promis de maintenir l'ordre en 74. Nous savons ce que cela signifie en période de crise. Nous ne devons pas céder à ce chantage : il faudra faire reculer le Pouvoir de la même façon que l'action commune

a permis de faire reculer l'extrême-droite le 19 décembre.

Il faut rétablir le contrôle du peuple sur l'armée, la police et la justice, que l'Etat bourgeois entend soumettre à ses intérêts et à ses quatre volontés. Les affaires du « Canard » et des écoutes téléphoniques ont montré à quel état de dégradation morale et politique on était arrivé. Mais que dire des mœurs des gangsters qui sévissent dans les organes officiels, y compris dans ceux qui sont chargés de la lutte contre le gangstérisme ? Le Pouvoir s'efforce d'intoxiquer l'opinion, en profitant d'un certain nombre d'aberrations (attentats sur un aéroport ou incendie de dépôts d'essence) : en France, mais aussi dans les autres pays capitalistes, on veut créer une psychose de l'attentat et du complot, pour dissimuler les faits réels, les responsabilités réelles.

Qui est sanctionné ? Est-ce M. Marcellin ? Est-ce le directeur de la DST ? Non, c'est un syndicaliste, notre camarade Breton, coupable de considérer qu'il est lui aussi un travailleur, et qu'il peut aller le dire aux travailleurs de Lip.

Faute de pouvoir révéler clairement les objectifs de notre système de défense, on veut accréditer l'idée de « l'ennemi intérieur ». Une nouvelle gangrène peut ainsi atteindre l'armée, la police, la justice. Le Gouvernement se comporte comme un commandement en pays conquis : faudra-t-il donc organiser une résistance ?

Ceux que le Pouvoir entend utiliser à son service commencent à se poser eux-mêmes des questions. Nous saurons à cet égard l'effort de coordination qui vient de commencer entre les éléments de la police et de la justice, comme de la Presse et de l'Armée, qui entendent défendre la démocratie de ce pays. La défense des libertés peut contribuer à unifier les forces populaires et les forces d'opposition : on peut compter sur le PSU pour ne pas être seulement vigilant, mais aussi actif et imaginaire dans ce domaine.

Voilà l'ensemble de nos propositions. Elles constituent des axes d'action pour permettre une avancée de l'ensemble des forces populaires, elles peuvent leur permettre de tenir le défi qui leur est lancé par le Pouvoir. Nous pensons que le temps nous est compté : il est d'autant plus urgent d'agir.

Lip, lutte centrale

Durant cet exposé, j'ai peu parlé de Lip. C'est que je compte sur vos questions. Pour nous, la lutte des travailleurs de Lip a un caractère central et non pas marginal. Cela était vrai hier ; ça l'est encore aujourd'hui où, par la bouche de M. Messmer, le Pouvoir a engagé une bataille ouverte pour bloquer toutes les issues, pour bloquer la solution industrielle qui répondait — y compris en termes capitalistes — à la raison même de leur mobilisation il y a six mois.

Quand on ne veut pas entendre la vérité, il y a deux solutions : on se bouche les oreilles ou l'on ferme la bouche aux autres.

Après avoir tenté la première, le Gouvernement tente la seconde. Il revient à l'ensemble des forces démocratiques de lui taper sur les doigts et de l'obliger à entendre la vérité, si M. Pompidou continue toujours de décider à ne rien décider.

Robert CHAPUIS ■

l'essence du régime

FOUR un pays qui devrait échapper à tout problème sérieux pour le pétrole, les augmentations décidées par le gouvernement ont, bien sûr, un peu traumatisé les consciences tranquilles. Mais, de nère le concert des lamentations entonné par la presse et la radio sur le prix du super, on a dissimulé la vraie nature des choix du Pouvoir.

D'abord, il n'y a pas qu'un problème de prix. Il y a aussi nécessité de réduire les quantités consommées en France : embargo ou pas, la rarefaction (relative) du pétrole sur l'ensemble du marché touche la France comme n'importe quel pays occidental. Car ce marché est, et reste, principalement mondial. En outre, les préoccupations concernant la balance des paiements (sorties des devises supplémentaires liées à l'augmentation du prix du brut) conduisaient le Pouvoir à chercher au moins une modération des approvisionnements.

Pour atteindre un tel objectif, il existe un moyen traditionnel, celui déjà utilisé en 1956 : le rationnement quantitatif, relativement « égalitaire ». Il n'a pas seulement été envisagé, il a été préparé, mais il a été écarté. Le pouvoir a choisi le rationnement par les prix, c'est-à-dire ouvertement une politique de classe : ceux qui peuvent payer paieront.

Mais tel n'est pas la seule signification des décisions gouvernementales. La hiérarchie des répercussions du prix du pétrole brut sur les prix à l'utilisation est édifiante.

1) C'est le fuel lourd, c'est-à-dire celui qu'on utilise pour la production qui a subi la plus faible répercussion (les 2/3 seulement de l'augmentation moyenne). Conséquence : le prix du fuel lourd à l'utilisation est inférieur à son coût économique. C'est donc tout simplement un cadeau que les autres consommateurs sont invités à faire à l'industrie. Comme on explique ce procédé par la nécessité de maintenir la compétitivité de l'industrie française par rapport à l'étranger, qu'on ne vienne pas ensuite justifier les licenciements par les problèmes énergétiques !

2) Le prix du fuel domestique (et du gas oil) ne subit pas le même traitement. Conséquence : on peut s'attendre à des tentatives d'accélération de la hausse des charges locatives. Il faudra se battre sur ce terrain contre ceux qui voudront en profiter. Une belle occasion pour des actions de contrôle populaire sur les charges locatives...

3) Enfin, c'est sur le prix de l'essence que l'addition est la plus lourde. Et c'est dans ce domaine aussi qu'un rationnement quantitatif aurait pu

s'imposer. Seulement, c'est surtout concevable dans un pays largement doté de moyens de transports collectifs (c'est pourquoi les opérations du dimanche en Hollande étaient possibles). Et la France est le plus pauvre de tous les pays européens en ce domaine. Il semble que dans certaines préfectures on ait été inquiet des conséquences qu'aurait un tel rationnement dans les grandes agglomérations. Ceux qui peuvent se permettre de payer le super et pour le travail et pour les loisirs pourront continuer ; les autres n'auront qu'à choisir.

La réponse est claire.

Ce n'est pas à coups de statistiques pétrolières qu'on nous fera avaler des mesures de chômage partiel ou total. Ni que nous laisserons se dégrader encore le budget de logement des familles populaires. Et nous aurons plus que jamais à renforcer la bataille pour des transports collectifs, pour leur extension, contre leur démantèlement (transports urbains comme SNCF).

Et puisque le Pouvoir profite de la hausse pour ramasser quelques milliards supplémentaires, pourquoi ne pas lui imposer qu'ils soient affectés intégralement aux transports publics ?

M. M. ■



Willy Brandt : pouvoir et morale

ALLEMAGNE

le temps se couvre

Année décisive pour la France, 1974 risque de l'être aussi pour l'Europe. La Grande-Bretagne se débat dans les difficultés que l'on sait. Nous y reviendrons la semaine prochaine, avec un reportage de Gérard Borel.

L'Allemagne fédérale, pour sa part, n'est pas non plus à l'abri. Après avoir connu, en 73, une assez nette recrudescence des tensions sociales, elle s'inquiète des perspectives économiques, tout aussi incertaines que chez ses voisins. L'apparition d'un chômage, même faible, ne serait pas imputé aux seuls émirs

pétroliers, mais aussi à la coalition gouvernementale : ce pourrait être fatal au parti social-démocrate SPD qui a subi, depuis les élections de novembre 72, une baisse inquiétante de popularité dont témoignent tous les sondages.

Alors que la politique étrangère de Bonn vis-à-vis de l'Ouest se cherche, que l'Ostpolitik piétine, le parti de Willy Brandt a dû se tourner vers les réformes intérieures promises. Mais le chancelier, figé dans les nuages de l'Histoire, semble surtout préoccupé d'in-

carner à la fois pouvoir et morale. Pour le reste, son indécision contribue au statu quo, qu'entretient à merveille le meilleur allié actuel du patronat, le « partenaire libéral » FDP, qui lui, au contraire, gagne des points dans les sondages d'opinion.

Notre correspondant à Hambourg, Jean-André Michel, brosse de la situation un tableau qui paraît plutôt sombre pour la social-démocratie allemande.

CE ne sera peut-être pas la « croissance zéro » prédite par Willy Brandt, mais une récession tout de même non négligeable : 2 à 4 % de croissance seulement. Avec un taux d'inflation qui pourrait dépasser les 8 %. Une situation assez sévère pour que le Gouvernement, en s'engageant de son côté à limiter au maximum le chômage, exige des syndicats qu'ils mettent une sourdine à leurs revendications. Il n'est pas sûr qu'il soit entendu.

De 400.000 à la fin décembre, le nombre de chômeurs pourrait bien doubler d'ici février : il aurait alors quintuplé en un an... Manœuvres des compagnies pétrolières et pessimisme aidant, les secteurs les plus touchés ou menacés par la « stagflation » sont le textile, l'automobile, la chaussure et la construction. Le chômage partiel frappe déjà 150.000 travailleurs.

L'issue des négociations salariales sera donc déterminante. Compte tenu des gains de productivité, de l'inflation et de la croissance des profits, une hausse de 20 % serait « normale ». Les syndicats demandent 15 %, les experts suggèrent 8,5 %...

Face à un patronat qui dispose des armes de l'investissement et du licenciement, le problème est de savoir si les syndicats vont vraiment abandonner leur politique de compromis et de respect conservateur du statu-quo, afin de défendre véritablement les premières victimes de l'inflation, les salariés.

Abandonnant en décembre ses fonctions à la tête de la Fédération du Patronat allemand, O. Friedrich a été tout à fait clair : « Défense de l'économie de marché et de... la démocratie » ; refus de la cogestion, refus de « l'adoration aveugle d'ordres économiques et sociaux étrangers » (à l'âme allemande). Bref, le patronat « n'abandonnera pas sans combattre ce qui a été acquis depuis la guerre » et menace les syndicats pour les négociations collectives.

porte-à-faux

L'année écoulée a mis sur la sellette la Confédération syndicale le DGB (7 millions d'adhérents), et sa Fédération d'Industrie la plus puissante, l'IG Metall (2,3 millions de métallos). Le DGB est pris en porte-à-faux entre les exigences de la base et la collaboration avec les autres « partenaires sociaux », patronat et gouvernement.

Par solidarité pour la politique de stabilité des prix du gouvernement socialiste, l'IG Metall n'avait imposé en janvier 1973 qu'une faible augmentation de salaires (+ 8,5 %) et ce malgré l'opposition de la base à plus de 70 % ! La forte inflation (phénomène d'ampleur assez nouveau Outre-Rhin) et la fiscalité vite progressive (et aux prélèvements mensuels) se sont chargées de rogner sur cette hausse nominale. A côté de l'explosion des profits et de la productivité, le salaire réel n'a pas bougé.

Résultat : l'Allemagne de l'Ouest a connu, en 1973, sa plus forte vague de grèves spontanées — plus étendues dans l'espace et dans le temps qu'en 1969. Plus de 150.000 travailleurs de plusieurs dizaines d'entreprises, surtout dans la métallurgie, ont débrayé en été et en automne pour obtenir des « primes d'inflation ». De nombreuses grèves ont réussi, par des négociations directes avec la direction, en ordre dispersé. Elles ont souvent permis de rehausser les salaires réels.

piège

Mais ces grèves « sauvages » ont conduit à l'affaiblissement et à la baisse d'autorité des syndicats. Même si l'on ne peut encore conclure à une prise de conscience de classe accrue de l'ensemble des travailleurs, quelques points sont apparus avec netteté, à la majorité d'entre eux :

— Le DGB n'a pas exploité à fond sa marge de manœuvre, et n'a pas osé rompre la « paix sociale » requise pendant les douze mois que dure une convention collective.

— L'élément le plus nouveau des grèves a été l'apparition puissante dans les luttes des travailleurs immigrés, dont les revendications spécifiques (logements, cadences plus pénibles, problèmes de langue etc.) n'ont jamais été prises en charge, tant au niveau des boîtes, qu'au niveau régional et national. Dans 80 entreprises, à Ford Cologne surtout, ce sont eux qui ont mené les luttes. Il est vrai que la solidarité des travailleurs allemands, peu politisés et divisés par la bourgeoisie, ne s'est pas toujours manifestée.

— Enfin, l'absence de démocratie syndicale a été remise en question par la pratique des accords entreprise par entreprise et par l'opposition syndicale. Sont contestés le contrôle sévère de la Centrale sur les comités d'entreprises, la sous-représentation des

immigrés, etc. Les grèves spontanées restent un sujet tabou au DGB !

Serré par la base, face dans les entreprises aux communistes du DKP et à l'extrême-gauche, le DGB est donc obligé de hausser le ton et de prendre plus de distance avec le Gouvernement : et la bourgeoisie veille, qui est prête à punir du chômage un gouvernement qui se montrerait trop conciliant avec les syndicats trop gourmands.

Une situation piégée dont la social-démocratie aura du mal à se tirer.

D'autant que la crise n'est pas seulement économique, mais aussi politique, au sein d'une coalition gouvernementale traversée de contradictions.

En 1969, puis en 72, l'équipe Brandt-Scheel s'est fait élire sur la promesse d'une transformation de la société allemande par la « démocratie sociale » et sur son programme de l'Ostpolitik — la normalisation des rapports avec les pays de l'Est.

Or si sociaux-démocrates et libéraux ont été d'accord pour mener de front l'Ostpolitik, les contradictions idéologiques ont éclaté dès qu'il s'est agi d'empiéter sur les privautés du capital. Et Brandt ne montrant lui-même que peu de goût et d'imagination pour l'« intendance », certaines fractions de droite du SPD et plus encore du FDP jouent à merveille le rôle de frein...

Jouant de leur cohésion et, de leur habileté tactique, les libéraux ont réussi à obtenir les portefeuilles-clés : Ertl (agriculture) Friederichs (le « laisser-faire » à l'Economie), H.D. Genscher (un Marcellin plus mondain et plus bonhomme) von Wechmar (information) et bien sûr Walter Scheel aux affaires étrangères. Ils s'entendent à passer pour les ministres responsables, dynamiques et compétents face aux irresponsables extrémistes de gauche, et à rassurer la bourgeoisie et une bonne part des électeurs inquiets de la soi-disant boulimie de réformes des socialistes !

contradictions

En fait, le camp de la coalition gouvernementale est traversé de contradictions analogues à celles qui opposent les classes dans la société ouest-allemande.

La gauche et l'extrême-gauche du SPD et du DGB sont en effet contrain-

tes à une cohabitation de plus en plus délicate avec des hommes qui sont les plus purs représentants des intérêts capitalistes, tels Friedrichs, Genscher, Schmidt...

Un exemple : alors même que la spéculation sur les prix de l'essence et du fuel battait son plein avant la restriction effective des arrivées de pétrole, le ministre Friedrochs s'est refusé avec véhémence à tout blocage des prix des produits pétroliers en invoquant moins l'efficacité que la doctrine : le ministre, membre d'un cabinet à dominante socialiste, estime que « le dirigisme pourrait miner l'économie de marché »... Giscard et Heath, dangereux progressistes ?

Le Gouvernement social-libéral a certes déjà mis en chantier quelques réformes. Il a libéralisé le droit en matière sexuelle (mais sans se résoudre à vraiment libéraliser l'avortement dans les trois mois). La réforme fiscale est entamée, elle pourrait être audacieuse, mais sa réalisation intégrale n'est pas envisagée avant 1975. Les retraites ont été indexées sur le coût de la vie. La toute-puissance des capitalistes dans la formation professionnelle a été restreinte. Enfin, la loi sur les cartels permet de contrôler les fusions et les « abus ». Mais cet instrument, surtout destiné à maintenir ce qui reste de concurrence, n'est utilisé qu'avec parcimonie.

aux calendes

Mais tous les autres projets sont soit reportés aux calendes grecques, soit traînent depuis des mois faute d'accord au sein de la coalition. Il en est ainsi de la réforme du droit foncier qui butte sur la taxation des plus-values dues à des décisions publiques et sur le droit de préemption des communes.

Mais ce sont encore la cogestion et la « formation du patrimoine » pour les salariés — axes de la législation — qui sont la meilleure illustration des contradictions réformistes dans lesquelles se débat le Gouvernement. Les réformes de structure en profondeur appelées par les Jusos et la gauche sont tournées.

Inutile d'insister trop longuement sur la nouvelle variante du capitalisme populaire que constitue la « formation du patrimoine » : à partir d'un fonds financé par les entreprises (mais exonéré d'impôts) des actions d'environ 240 marks seront distribuées au bout de cinq ans. Le problème en sus-

pend entre FDP et SPD est de savoir si l'on doit ou non intéresser les ménagères...

Quant à la cogestion : le SPD veut l'étendre aux grandes et moyennes entreprises et maintient fermement sa volonté de défendre la « parité » entre le capital et le travail au sein de conseils d'administration. Mais le FDP exige une représentation particulière des cadres et refuse donc la parité intégrale ; il se situe ainsi en-deçà des « comités ouvriers » de la CDU.

Mais est-ce le véritable obstacle ?

La social-démocratie peut-elle vouloir imposer une transformation des rapports de pouvoir au sein de l'entreprise capitaliste sans engager ni mobilisation ni politisation de la classe ouvrière ? L'exemple de la cogestion dans l'industrie du charbon et de l'acier depuis 1952 témoigne du ris-

que ou du leurre : l'exploitation du travail s'y est accrue, les profits ont toujours la priorité. Les représentants des travailleurs pouvant être soit, corrompus par le patronat soit, entre les mains des dirigeants des syndicats qui prônent le « fair play » et « les règles du jeu » dans les conflits sociaux, pourront-ils seulement agir sur les salaires ?

malaise à la base

Le FDP « frein » est une réalité. Mais c'est aussi un alibi commode pour les atermoiements intérieurs du SPD. « Les libéraux empêchent les progrès » peut-on entendre dans les rangs sociaux-démocrates. Mais d'autres ajoutent que les réformes coûtent cher à la politique de stabilité...

Bien plus que les remarques acides d'Herbert Wehner, les réactions de la nouvelle « Communauté de travail pour les questions touchant aux salariés » (AFA) du parti social-démocrate rendent compte des déceptions et du malaise que suscite à la base (dans et hors le parti), la politique économique et sociale gouvernementale.

Constituée par les pontes du SPD, qui misaient sur son conservatisme supposé pour faire pièce aux Jusos, l'AFA a déçu ses initiateurs. Elle a critiqué la politique de Brandt et Schmidt, comme le FDP ; mais elle a aussi repris des revendications de la gauche et des Jusos : extension de la cogestion au secteur public, contrôles de prix sectoriels, orientation des investissements, interdiction du lock-out, etc. Plus récemment, elle vient de demander la nationalisation des compagnies pétrolières...

Cette réaction exprime toutes les difficultés d'un parti qui veut former « le nouveau centre » (Mitte) déjà revendiqué par la CDU - CSU et le FDP ; d'un parti « du peuple tout entier » (Volkspartei) et non plus de classe, mais qui voudrait pourtant être le représentant des salariés et des syndicats.

L'année qui s'ouvre sera décisive pour l'avenir de la social-démocratie. La cohésion de la coalition sera encore ébranlée par l'élection le 15 mai de W. Scheel à la présidence fédérale. La course aux portefeuilles est déjà engagée.

Avec l'accession de H.D. Genscher à la tête du parti libéral, le SPD — lui-même divisé — trouvera un interlocuteur plus sensible aux sirènes des chrétiens démocrates qu'aux chants des réformes socialistes...

Jean-André MICHEL ■

front des luttes

● GENNEVILLIERS : fin d'une grève

La dernière des sept semaines de grève a été marquée par un certain nombre de faits contradictoires. Ainsi, dès le vendredi 7, alors qu'une grande partie des grévistes soutenaient leur délégation à l'inspection du travail pour une véritable négociation l'union locale CGT tentait de mettre sur pied une section avec une vingtaine de grévistes, sur la base : « Reprenez le travail et nous nous faisons fort d'obtenir une négociation sérieuse dans les trois jours qui suivront ».

DEVANT l'AG du lendemain, le permanent de Gennevilliers « n'a pas de proposition autre à faire » : la CGT n'est pas responsable de la grève.

A l'assemblée du dimanche, le principe d'une manifestation et d'un gala, les deux à Paris, est adopté. Mais la proposition est refusée par la CGT (« pas avec les gauchistes »). A partir de là, la CFDT fait marche arrière, elle qui, le vendredi précédent parlait lors

d'une conférence de presse de développer l'action au niveau du trust CGE. Selon sa fédération parisienne des métaux, les « sondages » ne sont pas encourageants. Elle refuse de prendre en charge la manifestation à Paris.

Le comité de soutien est divisé : doit-il continuer seul, avec quelques grévistes désappointés ? Néanmoins une manifestation à lieu le jeudi, jour de la négociation

de Gennevilliers à Clichy, ce qui redonne du moral.

Les propositions patronales sont acceptées à l'AG du vendredi par une assemblée peu nombreuse. Si elles sont loin des revendications, notamment des « 50 centimes pour tous », elles ne sont pas nulles : 5 % sur les bas salaires avec un nouveau « découpage » des OS qui permettra (peut-être) d'y voir plus clair et de faire grimper plus vite les plus basses catégories. 6 Prime de rendement : un fixe de 5 %. Prime de fin d'année : 40 % du salaire. Pas de répression pendant la période de grève (quatre travailleurs ont reçu des lettres de licenciement). Mise en place de cours d'alphabétisation. Election de délégués du personnel fixée au 30 janvier.

Le bilan reste à faire, sans complaisance. Les militants du PSU qui ont soutenu activement les grévistes, sont décidés à y participer avec ces derniers. M. C. ■

● DUNKERQUE : fort-Vauban

L'Institut Vauban, école privée dite « libre » de Dunkerque, renommée pour son conservatisme forcené et sa dépendance à l'égard des intérêts patronaux, est une fois encore le théâtre de la répression, cette fois policière.

L'ordre de l'Institut a été sérieusement battu en brèche lors de la grève lycéenne du printemps dernier.

Les élèves, originaires en majorité du milieu populaire, y ont créé un Comité d'Action qui a dénoncé la politique anti-ouvrière de leur boîte. Des enseignants ont soutenu leur action. Le syndicat CFDT dénonçant la même politique, est intervenu pour défendre le droit des élèves à s'exprimer.

La directrice Hildegard, flanquée de parents bourgeois se disant « représentatifs », de profs paniqués de voir leur « autorité caserne » battue en brèche ont pris peur...

La répression, toujours présente à Vauban, s'est intensifiée : — Fin juin 73 : 80 élèves exclus. — Septembre-octobre : plaintes pour injures et diffamation portées par la directrice contre deux professeurs CFDT de l'Institut.

Pour appuyer ces plaintes, des élèves mineurs sont interrogés dans les locaux de la police, illégalement, en dehors de la présence de leurs parents.

— Novembre : une nouvelle plainte est déposée contre les auteurs de la brochure « Vauban-Répression » où des témoignages nombreux d'élèves et de profs décrivent la réalité de l'Institut.

— Depuis lors, un triple procès est en cours d'instruction.

Hildegard n'a pu éliminer les gêneurs par pression et chantage. Elle a donc recours à la légalité bourgeoise et à son appareil répressif. C'est étonnant, pense-t-on certains. L'Eglise est pourtant en train de s'ouvrir au dialogue et engage les chrétiens à l'action politique...

Faites ce que je dis, ne faites pas ce que je fais ! L'enseignement catholique passe de plus en plus entre les mains des patrons et des petites bourgeoisies locales. Les patrons de l'enseignement libre ont bien pour but de former une jeunesse séparée, d'esprit conservateur, anti-syndical, anti-socialiste.

Le PSU s'est prononcé pour une nationalisation de l'enseignement : une seule école autogérée et fraternelle, où chacun pourra s'exprimer librement, sans crainte d'être traqué pour ses convictions socialistes, politiques ou religieuses.

Soutenons les élèves et professeurs inquiétés pour oser exprimer tout cela au grand jour. Dénonçons la politique hypocrite et anti-ouvrière de l'enseignement libre, qui se cache derrière le paravent de l'humanisme chrétien.

Corresp. ■

● EVR-AUBERVILLIERS : la tactique du bouchon

Depuis le 17 décembre, les travailleurs de l'E.V.R. (Eclairage des Véhicules sur rails) sont en grève illimitée. C'est une grève « bouchon » comme l'expliquent les grévistes eux-mêmes. « Nous voulons, avec le minimum de force, bloquer au maximum la production ».

Leur tactique s'avère payante puisque la production a diminué considérablement, alors que deux services seulement étaient en grève. Depuis peu, un troisième service a arrêté le travail, après discussion en assemblée du personnel.

Les travailleurs non grévistes manifestent leur solidarité par des collectes et des débrayages. Nul doute que les travailleurs d'E.V.R. sont conscients que la lutte sera longue et que, contre la C.G.E., on n'use pas toutes ses cartouches à la fois.

Actuellement, les travailleurs en sont à leur cinquième semaine de grève, mais loin de s'essouffler, la lutte semble prendre sa véritable dimension, sans que la fragile unité d'action C.G.T.-C.F.D.T. ne se rompe !

La C.F.D.T., a pris la direction de ce mouvement. Au niveau des revendications d'abord : 200 F uniformes — à travail égal, salaire égal. Au niveau de la popularisation ensuite, puisque c'est elle qui a proposé aux grévistes la création d'un comité de soutien. Les grévistes ont accepté la création du comité, mais en précisant que toutes les initiatives de ce comité seront contrôlées par les travailleurs d'E.V.R.

Corresp. ■

● CERIZAY

On n'a pas fini d'en parler de ce conflit : les Prud'hommes ont confirmé le licenciement de Thérèse Albert qui avait pourtant été jugé abusif par le Tribunal de Bressuire. Thérèse avait été réintégrée à l'usine de St-Messmin au poste qu'elle occupait à Cerizay. La CFDT a fait immédiatement appel. Cela peut durer encore longtemps.

Quant aux résultats des élections au Comité d'Entreprise, à l'usine de Cerizay, ils ont été curieusement présentés par la presse aux ordres : la CFDT perdait du terrain... Evidemment 27 ouvrières licenciées n'ont pu voter. La CFDT a, sur ce point, réagi aussitôt par un communiqué. ■

en souscription

L'HISTOIRE DU PSU

depuis sa création, par E. DEPREUX

15 f. franco au lieu de 22 f.

Editions SYROS, 9 rue Borromée PARIS

● MORBIHAN : la tension monte

Le Morbihan est riche de ... deux ministres. Ce qui n'empêche pas la situation de l'emploi de se dégrader rapidement. Ainsi, à Hennebont et à Locminé où notre correspondant signale des tensions qui pourraient bien s'accroître dans les semaines qui viennent.

Deux secteurs particulièrement touchés : textile et bois.

L'industrie textile, pourtant de développement récent, et surtout localisée dans la région de Lorient (4 entreprises de 2 à 300 emplois) connaît depuis plus de

six mois une crise qui affecte successivement ses différentes entreprises. Ainsi l'été dernier, la société Robin, finalement remise en service, mais au prix d'une réduction importante d'effectifs. Deux autres usines ont été frappées récemment de chômage technique. Dans l'industrie du bois, licenciement en décembre 73 de 40 salariés (sur 200) à la firme Polybois.

Crise à Hennebont (20 licenciements à la société Braff — lock-out provisoire — brutalités policières), crise à Locminé enfin (la ville de l'abbé U.D.R. Laudrin) où la société de confection envisage la fermeture pour le 10 février. A suivre.

Corresp. ■

UNE SEMAINE A PALENTE

● Lundi 7 janvier

A.G. très suivie (700 personnes) où les enregistrements de Messmer et Neuschwander sont écoutés, analysés et commentés. La détermination est très forte et Mercet, de la CGT, semble indiquer qu'un rapprochement s'effectue.

Il est de plus en plus net que Messmer veut la peau des Lip, même s'il s'agit d'un « crime économique » pour couper net toute velléité de lutte sur le problème de l'emploi qui s'annonce fondamental pour 74. La tactique de Messmer est la suivante : faire démarrer absolument le secteur équipements civils et militaires repris par Arbel à la rue Violet pour consacrer le démantèlement et empêcher toute solution globale. Dans ce but, Arbel a multiplié les démarches auprès de certains chefs d'atelier, manœuvrant pour tenter d'amorcer la pompe de la reprise même avec un petit nombre de travailleurs. Pour faire échec à ce plan, les Lip décident de relancer les organisations nationales (PC, PS, PSU, CFDT, CGT, FEN).

● Mardi 8 janvier

Mais ils ont décidé aussi d'intervenir directement : à l'issue de l'AG, plus de 300 Lip vont rue Violet et démontent pacifiquement un certain nombre de portes, fenêtres et tuiles du toit (le tout mis en lieu sûr). Les forces de l'ordre n'apparaissent qu'en fin de manifestation.

Minjot (le maire) condamne cette manifestation en indiquant que les contribuables devraient payer, mais il oublie de dire que les CRS et gardes mobiles logés dans des locaux municipaux comme le château des Bouclans, à 20 km de Besançon, ont déjà commis assez de dégâts pour justifier plusieurs interventions des ouvriers municipaux sur le dos des mêmes contribuables (la CGT condamne aussi cette manifestation).

● Mercredi 9 janvier

Les travailleurs se rendent au siège de l'Union patronale où Arbel a donné rendez-vous à certains chefs d'atelier. Mais il ne s'y montre pas.

Le soir même, Minjot signe avec Arbel le contrat de location des locaux de la rue Violet. Cela signifie :

— que Minjot apporte son concours au plan Messmer, même



Besançon : la préfecture...

s'il y a dans ce contrat une clause résolutoire signifiant qu'en cas de solution d'ensemble paraissant le 15 janvier, ledit contrat est annulé ;

— mais cela signifie aussi que Minjot ne veut pas être celui qui appelle les flics en cas de coup dur rue Violet.

● Jeudi 10 janvier

Manifestation des Lip devant la Préfecture (CGT comprise). Peinture sur les portes.

● Vendredi 11 janvier

Après l'A.G., réunion spécifique des travailleurs de l'Armement. Le soir, réunion à 18 h 30 des partis de gauche (PCF, PS, PSU) et des syndicats (CGT, FEN et CFDT) à l'initiative de la CFDT union locale.

La CGT y est absente, ce qui provoque le refus de signer tout communiqué de la FEN, du PS et du PCF qui ajoute qu'il ne saurait signer un communiqué qui couvrirait d'éventuelles actions aventuristes par la suite.

PC et FEN font remarquer la baisse de solidarité sans dire un mot des campagnes anti-Lip gouvernementale, patronale, voire CGT et PC.

Rendez-vous est donc pris pour le soir du 15 janvier sans décision commune.

● Samedi 12 janvier

Distribution massive dans tous les quartiers de Besançon d'un papier faisant le point et indiquant clairement le blocage et l'enjeu de l'heure. Cet enjeu, c'est l'éventuel démarrage du secteur Armement en dehors d'une solution globale et en dehors de l'usine de Palente.

Corresp. ■

Telle était la situation à la fin de la semaine dernière, à Besançon. Lundi soir, les Lip réunis en assemblée générale extraordinaire au cinéma Lux, ont suivi ensemble, à l'écoute des radios, la difficile négociation qui se déroulait dans le bureau de Charbonnel. Grâce à leur détermination qui n'a jamais fléchi, grâce au soutien de milliers de travailleurs, le gouvernement a dû reculer et reconnaître publiquement la validité du plan Neuschwander, et la possibilité d'une relance globale de l'entreprise. C'est une première et incontestable victoire pour le mouvement. Elle devra être confirmée par la suite des événements : les Lip y veilleront, soyons-en sûrs. Et nous avec eux.

jusqu'au

Le plan Neuschwander est maintenant connu. Il a comme un goût de victoire et pourtant ce n'est pas encore la victoire. Sur le papier, aujourd'hui pas de démantèlement, pas de licenciement, mais encore beaucoup de pages blanches à remplir.

Lip, ce serait un holding avec deux filiales, Spemelip, et une société horlogère. Il manque encore le nerf de la guerre : le financement.

Le gouvernement s'est engagé pour un milliard, Riboud et Gillet y seront de la poche de leurs entreprises. Bien. Mais il faut le concours des banques nationalisées et aucun engagement définitif n'est pris sur ce point. Ce qui veut dire que plus que jamais nous devons maintenir la pression par notre action envers la Société Générale.

Il ne s'agit pas de diminuer le rapport de forces au moment où il devient décisif. Que le Pouvoir le sache dès maintenant : nous n'accepterons pas une mise en échec du plan parce qu'une nouvelle fois

une banque nationalisée, sur ordre direct ou indirect, refuse son concours. Et même si tout cela est acquis il manquerait encore de l'argent. Ce sera à négocier entre le ministère du développement et les industriels concernés.

Ne crions pas victoire trop tôt. Notre seule certitude, c'est que le gouvernement est forcé de faire la démonstration que le plan Giraud ne tenait pas la route. Les travailleurs de Lip, le PSU, le Cabinet Syndex, la CFDT le disaient. Aujourd'hui, il est forcé de l'admettre. C'est en jouant la carte de la dimension européenne que Lip a un avenir. Les travailleurs de Lip ont eu raison de voter contre le plan Giraud, non seulement sur le problème de la garantie de l'emploi, mais aussi et sans doute surtout contre son projet industriel. 6 mois, un an après, le problème Lip se serait reposé n'en déplaise à la CGT.

Reste le « pas de licenciement » ; sur ce point, pour le moment, aucune garantie. Le projet est bâti

silence dans

NOUS n'assurons pas un service public ; pour le Pouvoir, nous sommes une arme contre les travailleurs ».

Dire cela, émettre cette vérité d'évidence, c'est manquer au devoir de réserve imposé à tout fonctionnaire, c'est déconsidérer le corps des policiers français. Si ! Si !

Dire cela, et c'est la révocation immédiate. N'est-ce pas Jean-Louis Breton ?

Cette phrase, entre autres, a été prononcée par Jean-Louis Breton, qui en tant que Secrétaire Général Adjoint de la Fédération Police CFDT était à LIP avec une délégation de son syndicat. Cette délégation qui comprenait aussi René Bellanger, secrétaire général de la Fédération CFDT de la Police Nationale, avait pour mission syndicale d'expliquer aux travailleurs de LIP les positions de la CFDT Police. Ces positions, les lecteurs de TS ont pu les lire en novembre dernier.

Or donc, le 16 novembre 73, en AG des travailleurs de LIP, puis au cours d'un dialogue permanent à la Maison pour tous, la police CFDT rencontrait les travailleurs.

UN POLICIER AU-DESSUS DE TOUT SOUPÇON

Dès le 30 novembre, Jean-Louis Breton était longuement interrogé par le Directeur de l'Inspection Générale des Services, la Police de la Police ; le 22 décembre, nouvel interrogatoire pendant quatre heures trente !

Le 10 janvier, malgré de nombreux témoignages dont ceux d'Albert Detraz et de Gérard Monate, secrétaire général de la Fédération Autonome

des Syndicats de Police, Jean-Louis Breton était révoqué.

Bravo Marcellin !

Il n'a pas posé de micro au « Canard Enchaîné » ou ailleurs ; il n'est pas proxénète ; il ne pense pas comme le commissaire Javillier que « pour être un bon policier, il faut se mouiller, ne pas hésiter à rencontrer de petits truands, même éventuellement à faire ami-ami avec eux... ».

Il n'est en rien mêlé au trafic de drogue ; il n'est pas en liaison avec les SAC et autres faux policiers musclés. Il n'a jamais pillé de magasins « volés », il n'a pas utilisé de chèques volés.

Il n'a pas tué de travailleur immigré dans un commissariat ; il n'a pas tiré dans le dos d'un adolescent qui courrait sur le trottoir, il n'a étranglé personne, il n'a pas non plus giflé à mort une fillette de six ans.

Non, Jean-Louis Breton n'a jamais fait cela !

En militant syndicaliste, Jean-Louis Breton s'est battu contre la fabrication du flic modèle Marcellin : « un homme grand, fort et bête, sans problèmes, sans conscience et aux or-



Conférence de presse à la CFDT : au 2^e étage

Le dernier des Lip

sur le fait que pour tenir, il faut utiliser tout le potentiel technique des Lip. C'est une réalité économique, mais politiquement, le Pouvoir peut essayer de faire blocage au redémarrage. 400 travailleurs environ sont prévus. Il en reste 500. Ceux-là doivent aller en formation professionnelle et être repris avant le 31 décembre. Comme il n'y a aucune garantie formelle, nous pouvons envisager deux hypothèses :

La première - la plus favorable - répond à une réalité de l'entreprise : lancer une bataille industrielle dans l'horlogerie et la mécanique de très haute précision, cela nécessite un certain nombre de conversions techniques. Il faut donc former professionnellement les travailleurs.

La deuxième hypothèse, c'est le coup de pied de l'âne : l'on envoie 500 salariés en formation et le soutien à Lip ayant diminué devant ce qui apparaît comme une victoire, le Pouvoir, pour se venger invoque de pseudo-raisons économiques pour les mettre en chômage.

Notre soutien, notre vigilance doivent se poursuivre jusqu'à ce

le dernier des Lip

LIP, la solidarité pour la lutte des travailleurs de Lip continue à se manifester en Allemagne de l'Ouest. Ainsi le film tourné en été dernier par la commission de popularisation de Lip vient d'être présenté pendant deux jours au public de Hambourg, et avec gros succès, afin de « manifester son soutien à Lip et de tirer les leçons de la lutte ». La moitié des recettes et des collectes servira à soutenir financièrement les Lip.

Comme cela a déjà été le cas depuis l'automne dernier dans de nombreuses villes de République fédérale une copie a été mise à la disposition de plusieurs dizaines de groupes syndicaux, ouvriers apprentis, étudiants et groupes politiques (de toutes les tendances de gauche) de la région de Hambourg, par un collectif socialiste de location de films.

Par ailleurs, un groupe de Francfort tourne actuellement un film sur Lip à Besançon même.

Corr. ■

que le dernier des Lip soit réembauché à l'usine de Palente.

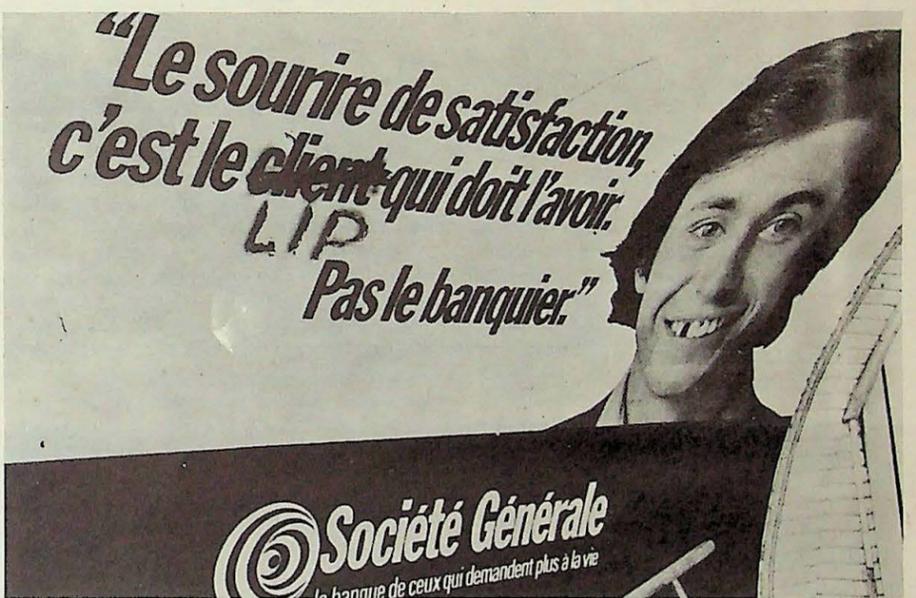
Dernier point enfin : le statut social des travailleurs. Là-dessus, rien. Un négociateur doit être nommé par les industriels. Ils seront tentés de jouer une carte. La situation se débloquent apparemment à Lip, on serre au maximum la vis pour rabattre le caquet de ces travailleurs qui ont osé se dresser contre le droit divin patronal. Ils joueront alors sur une incompréhension de l'opinion publique

devant un refus des Lip du statut social proposé.

Dès maintenant, nous devons maintenir entière notre vigilance afin d'empêcher le patronat de proposer aux Lip un statut social inacceptable.

Rien n'est fini à Lip. Ne crions pas victoire. Organisons la suite de notre combat. Lip peut vivre, Messmer le sait. Lip vaincra, Messmer cédera !

Alain RANNOU ■



AVERTISSEMENT AVEC FRAIS

Alain Rannou le rappelle dans son article : pour que Lip vive définitivement, il faut trouver un financement au plan Neuschwander. Par « Société Générale » interposée, le Gouvernement avait empêché la réalisation du plan Interfinexa. Le lancement de notre campagne sur la Société Générale constituait à la fois une riposte et un avertissement dans le cas où elle maintiendrait son refus pour d'autres projets industriels. Cet avertissement vaut aussi bien sûr pour d'autres banques nationalisées qui, comme la BNP, qui avait donné son accord au plan Interfinexa, vont se trouver également concernées cette fois-ci.

Cet avertissement n'est pas « sans frais », c'est le moins que l'on puisse dire. Nous savons de source sûre que, selon la Société Générale elle-même, notre campagne a déjà provoqué le retrait de 3.000 comptes. 3.000. Il n'y a pas un militant du PSU sur trois qui ait un compte dans cette banque. C'est donc que la campagne a déjà largement débordé le seul réseau du PSU.

Par ailleurs, nous recevons de plus en plus de coupures de presse envoyées par nos camarades de province qui signalent la multiplication et l'écho rencontrés en France par cette action. Nous continuons donc aujourd'hui notre campagne de pression sur le thème « Tant que la Société Générale ne donnera pas un sou à Lip, pas un sou pour la Société Générale ».

Et nous vous suggérons par con-

séquent de lui signifier ainsi par lettre les raisons de notre action :

Monsieur

La Société Générale a déjà fait échouer un plan de relance de Lip, le plan Interfinexa, en refusant le concours financier qui lui était demandé.

Aujourd'hui, un nouveau projet peut assurer la relance de Lip. Tant que vous n'aurez pas manifesté votre accord pour fournir ce concours financier nécessaire, vous ferez la démonstration que ce ne sont pas les clients, mais bien les banquiers qui ont, chez vous, « le sourire de satisfaction ».

Pour l'heure donc, et en attendant que votre direction révise son attitude, je prends toutes dispositions pour retirer mon argent de votre banque.

Signature.

● Nous tiendrons régulièrement dans « T.S. » un bilan de l'opération. Refusez votre argent à la Société Générale - Bon à retourner à « T.S. », 9, rue Borromée, 75015 Paris.

Nom
Prénom
Adresse

Je déclare avoir retiré mon argent de la Société Générale soit la somme de (1)

(1) Indication utile pour établir un bilan financier.

les rangs !

dres ! ». Aujourd'hui on veut lui faire prier, et à travers lui on veut intimider l'ensemble des policiers militants syndicalistes.

Les syndicats de police ont compris la manœuvre du Pouvoir.

Lundi dernier, au cours d'une conférence de presse à la CFDT, Gérard Monate déclarait au nom du syndicat autonome, « nous ne sommes pas décidés à nous laisser faire, s'il le faut, face à un durcissement du Pouvoir nous durcirons nos positions ». Et le Secrétaire Général de la CGT - Police confirmait lui aussi la volonté de son syndicat de pratiquer l'unité d'action pour défendre Jean-Louis Breton.

UN POUVOIR AUX ABOIS

L'Affaire Jean-Louis Breton est liée à la bataille des LIP. Face à celle-ci comme grâce à celle-là, le Pouvoir témoigne de la hargne de ceux qui se sentent faibles.

La réalité de cette affaire, c'est que par-delà la question « théorique » du droit de réserve des fonctionnaires, le pouvoir se bat le dos au mur pour maintenir sa survie. Pour ce faire, il lui faut préparer tous les

moyens de défense, tous y compris les plus violents et les plus durs ! Pour se maintenir, la droite cherche à s'assurer la maîtrise absolue des appareils de répression, sa force de dissuasion.

Dans une telle situation il lui faut une police sans faille, même s'il faut dresser durement certains de ses membres ; il lui faut une justice aux ordres, sans murmures ni mauvais esprit ; il lui faut une armée monolithique, bien dans sa peau, sûre de son bon droit. Le pouvoir dresse ses remparts et prend position.

Nul ne doit s'y tromper, « l'affaire » Breton est une part du grand complot que construit la droite pour maintenir son pouvoir. Depuis les gouvernements d'Union Sacrée, jamais on avait vu se développer une telle hargne, une telle haine face aux travailleurs. Et maintenant se développe en plus une vaste toile de fond « trouble » : développement des coups de main racistes, attentats et plasticages divers, discours démagogiques, ordre moral et répression à l'école et dans le secteur culturel...

Dans cette période nous ne devons négliger aucun terrain de bataille, nous ne devons sous-estimer aucun événement, il est de notre devoir de chercher à combattre efficacement sur chaque question concrète. Cela aussi a été bien compris, la confédération CFDT propose à l'ensemble des organisations d'ouvrir une vaste campagne d'information sur le rôle de la Police dans la période actuelle et de réflexion sur ce que devrait être la Police dans une autre société.

Cette proposition mérite d'être entendue. Pierre BOURGUIGNON



plan, Breton.

CFDT : des responsabilités nouvelles

Le prochain Conseil National de la CFDT qui se tiendra les 24, 25 et 26 janvier, s'annonce comme un événement important, tant pour la CFDT que pour l'ensemble des forces populaires. Il a en effet pour objet de définir la stratégie de la centrale syndicale dans la période actuelle et d'ouvrir le débat sur les conditions de la transition au socialisme. La Presse a déjà fait état des passages les plus importants du rapport introductif qui sera présenté par Edmond Maire. Rapport qui conclut à la nécessité de rechercher l'accord des organisations politiques et syndicales de gauche autour d'une « plate-forme commune d'objectifs significatifs de la transition au socialisme ».

Le temps est court qui sépare le 36^e Congrès de la CFDT de ce Conseil National consacré, selon le titre du rapport introductif, au problème de la « stratégie de la CFDT et de l'union des forces populaires ». Mais l'importance des événements survenus depuis cette époque, aussi bien dans l'évolution du régime et du capitalisme international, dans celle des luttes sociales que, au niveau des forces politiques et syndicales, indique assez la nécessité pour la CFDT de mieux se situer par rapport au problème de la prise du pouvoir. Le rapport d'Edmond Maire situe d'ailleurs immédiatement les responsabilités nouvelles de la Confédération dans « une situation de crise ».

Crise qui trouve sa source bien sûr, dans les contradictions permanentes qui sont celles du capitalisme : socialisation croissante de la production et propriété privée des moyens de production, grand et petit capitalisme, bases sociales du régime et, depuis 1968, contestation croissante « de la nature et de la division du travail », de l'autorité et du modèle même de développement. Mais ces contradictions prennent aujourd'hui une tournure nettement plus aiguë : opposition croissante entre les deux assises du régime, le grand capitalisme et les classes moyennes ; transformation du contexte économique international ; puissance des firmes multinationales ; combativité accrue de la classe ouvrière...

trois hypothèses

Dès lors, note le rapport, « la crise devient politique ». C'est donc aussi sur le plan politique que la CFDT doit faire face à ses responsabilités. Celles-ci sont d'autant plus lourdes que parmi les « trois hypothèses d'évolution » que discerne le rapport, replâtrage moderniste, fascisation, ou alternative de gauche, cette dernière prend une crédibilité croissante. On le constate « au caractère plus âpre » que prennent les luttes sociales (en particulier à Lip), à la volonté plus grande des partis politiques de s'insérer dans ces luttes, même s'ils « apparaissent encore dominés par leurs aspects parlementaires et électoraux ». On le voit également, estime Edmond Maire dans son rapport, « aux adaptations dans la stratégie des forces populaires » : « Un PC qui semble maintenant prêt à assumer les responsabilités du pouvoir ». Un PS qui, s'il « apparaît plus comme le modérateur et la caution démocratique du programme commun que comme le tenant d'une autre orientation stratégique » reste « de par sa place et ses responsabilités un interlocuteur essentiel et nécessaire de la CFDT ».

Un PSU enfin qui « surmonte sa phase gauchiste et qui élabore une ligne où la lutte pour le contrôle ouvrier et populaire va de pair avec la recherche d'un pacte d'unité d'action avec les forces politiques et syndicales de gauche ».

Certes, estime le rapporteur, « il faut situer cette alternative de gauche dans son réalisme... Les rapports de force internes à la gauche annoncent d'ores et déjà un écart sérieux entre nos propositions et la politique qui sera suivie dans des domaines tels que la gestion des entreprises nationalisées, l'école, la culture, la régionalisation, l'Europe, etc. ».

Mais cette situation difficile, loin de figer la CFDT, doit au contraire la conduire à assumer davantage ses responsabilités. Celle-ci « est en effet indispensable à une victoire des forces populaires en France... Sans la composante essentielle des forces autogestionnaires que représente la CFDT, malgré ses faiblesses, il n'y a pas d'alternative de gauche possible ». Cette responsabilité ne peut être assumée que si la CFDT surmonte ses faiblesses : difficulté à exprimer les revendications traditionnelles de la classe ouvrière, à agir globalement, à mesurer les rapports de force réels, à s'implanter dans des milieux comme les cadres, à progresser au niveau des élections professionnelles ou des effectifs cotisants.

Mais ce travail ne doit pas conduire à un repliement sur le syndicat. Le problème de l'autonomie et du renforcement de la CFDT doit être lié à la question centrale : « celle de l'union entre des forces ayant un adversaire commun et des stratégies différentes ».

C'est pour répondre à cette question que la CFDT doit, selon le rapport présenté au Conseil National, définir sa position sur trois points essentiels : les voies de passage au socialisme, les moyens de l'union des forces populaires, les difficultés inhérentes à toute période de transition au socialisme. Les formes de la conquête du pouvoir ne sont pas neutres, écrit Edmond Maire au regard de la transition au socialisme. Car si « la conquête du pouvoir politique et la prise des pouvoirs économiques dominants est la condition de l'ouverture de la phase de transition au socialisme, pour que cette phase soit entamée, il faut mettre en œuvre immédiatement les transformations significatives de la construction du socialisme démocratique et autogestionnaire ».

Par ailleurs, si « l'organisation syndicale n'entend pas elle-même exercer le pouvoir, devenir gestionnaire, sa contribution est essentielle tant pour la conquête de l'appareil d'Etat que pour celle des pouvoirs économi-



Edmond Maire : une avancée importante

ques, sociaux, culturels et idéologiques ».

Au terme de cette analyse, le rapport présenté aux délégués qui participeront au prochain Conseil National conclut à la convergence nécessaire des forces populaires qui pourrait prendre la forme d'une plate-forme commune des partis et syndicats « qui acceptent d'agir ensemble sur une base de classe pour réunir les conditions du passage au socialisme ».

Cette plate-forme « d'objectifs significatifs de la transition au socialisme » ne doit pas pour autant conduire la C.F.D.T. à abandonner l'objectif du 36^e Congrès qui avait affirmé l'importance du développement et de la « convergence » des forces autogestionnaires « par rapport aux forces communistes ou socialistes centralisées ».

Il s'agit donc, non d'un alignement sur les forces signataires du programme commun, mais d'« une alliance qui intègre les conflits internes comme élément de sa dynamique ».

Enfin, le rapport souligne dans sa dernière partie une nécessité liée à la mise en œuvre de cette stratégie : « Approfondir les difficultés inhérentes à toute période de transition au socialisme, car il ne s'agira pas seulement d'étendre le pouvoir des travailleurs mais de le consolider et de le défendre face aux épreuves de force que ne manquera pas de susciter le capitalisme menacé ».

une avancée

Ce rapport, nous avons voulu le résumer aussi fidèlement que possible dans sa lettre comme dans son esprit, car il constitue, malgré un certain nombre de faiblesses, un texte particulièrement important pour la CFDT et l'ensemble du mouvement ouvrier. Son mérite essentiel est de conduire la centrale syndicale à sortir de la confusion sur le plan stratégique. Il ne sera plus guère possible désormais de mêler allègrement un certain apolitisme, voire antipolitisme, qui trouve ses racines dans l'histoire de la CFDT (et de l'ex-CFTC) et une critique de gauche des stratégies politiques et syndicales d'une grande partie du mouvement ouvrier.

En se posant avec force le problème de la prise du pouvoir, en situant les responsabilités de la CFDT par rapport à cet enjeu, en ouvrant le débat sur la transition au socialisme, le rapport d'Edmond Maire constitue une avancée extrêmement importante qu'il serait absurde et dangereux de nier. C'est par rapport à ce constat de base que nous pouvons formuler un certain nombre d'interrogations ou de critiques que nous aurons l'occasion d'approfondir ultérieurement dans TS.

Notre interrogation tourne en fait autour d'une affirmation centrale : la réflexion sur la transition au socialisme ne peut constituer réellement « la suite » des problèmes posés par la prise du pouvoir. Elle en est sur plusieurs points la condition. Nous le disons d'autant plus facilement que le PSU a mis un temps important à aborder cette question et qu'il n'est encore sur ce point qu'au début de sa recherche.

Cependant, il est clair qu'une stratégie n'a de force réelle que si elle affronte le problème de l'occupation

et de la destruction de l'Etat bourgeois, non pas successivement mais simultanément.

Elle n'est dynamique que si le problème de « l'alliance conflictuelle » des forces qui prennent le pouvoir est lié à la nature de cette alliance dans une phase de transition au socialisme.

Elle n'est réellement opératoire enfin, que si l'unité des organisations politiques et syndicales se trouve constamment articulée avec celle des classes et des couches sociales qui constituent la base sociale d'une telle stratégie, et dont l'unité réelle est beaucoup plus difficile encore à réaliser.

Sous cette réflexion, la perspective de « l'union des forces populaires » qu'évoque le rapport de la CFDT, risque d'être une simple juxtaposition du second objectif réaffirmé au 36^e congrès : le développement et la convergence des forces autogestionnaires. Or, le problème n'est pas de considérer l'unité comme un moindre mal nécessaire si l'on veut que la gauche accède au pouvoir, mais d'en faire l'un des moyens de la transformation même de ce mouvement ouvrier.

De même, il ne suffit pas, comme l'indique le rapport, d'établir une liste des faiblesses de la CFDT par rapport à certaines couches sociales comme les cadres. Sans approfondissement des bases sociales de l'unité populaire, on court le risque de se contenter d'un « dosage » nécessaire de l'action syndicale par rapport aux milieux concernés, alors que le problème, beaucoup plus difficile à réaliser, est celui des objectifs unifiants permettant à l'ensemble des travailleurs de réaliser leur unité.

Enfin, si le rapport présenté au Conseil National a le mérite de lier lutte anticapitaliste, conquête du pouvoir et transition au socialisme par une « plate-forme d'objectifs significatifs de la transition », on a le sentiment qu'il mêle en une seule initiative des étapes différentes d'un processus d'avancée collective du mouvement ouvrier. Car autant le débat sur la transition au socialisme doit être ouvert dès aujourd'hui, autant on voit mal comment les forces politiques et syndicales qui acceptent à peine la nécessité d'une plate-forme anticapitaliste pourraient d'un même mouvement les lier directement à cette transition.

à la hauteur

Cela supposerait en effet un accord approfondi sur l'analyse de l'appareil d'Etat et sur la façon dont on entend l'utiliser. On comprend mieux d'ailleurs pourquoi, faute d'un tel approfondissement, le rapport a du mal à définir encore le rôle spécifique de l'organisation syndicale autrement que par la négative.

Ces interrogations, comme celles qui concernent la pratique syndicale et le rôle du syndicat dans les luttes sociales, seront sans doute au cœur du débat du prochain Conseil National. Mais le fait même qu'elles puissent être aujourd'hui posées témoigne de l'importance croissante prise par ce syndicat dans les luttes de classe en France.

« le dernier recours »

L'armée. Un vrai feuilleton. On pourrait vous en faire des pages toutes les semaines avec tout ce qui nous parvient de derrière les murs des casernes. Comme dit Galley, « une école de vie qui évite aux jeunes de sombrer dans le nihilisme ». Ben voyons !

COMME à Perpignan, par exemple. Au 24^e R.I.M.A. (Régiment d'Infanterie de Marine — semi-disciplinaire) qui fait beaucoup parler de lui ces temps-ci. Un tract vient d'être « sorti » par les appelés, qui dénoncent les brimades, les sévices, voire les tentatives de meurtres que des adjudants alcooliques et des lieutenants dégénérés font subir aux soldats qui leur sont confiés. C'est répugnant, et ces gens-là sont couverts par des humanistes comme M. Galley.

On apprend notamment dans ce tract que « l'adjudant Peyrouset (2^e Cie) a poussé un soldat du haut du mur du parcours du combattant ». Le gars est à l'hôpital, paralysé depuis plus de huit mois.

Le même individu, « dernièrement, lors d'une campagne de tir, a frappé un appelé à coups de rangers dans le visage, parce qu'il tirait mal! ».

Ou encore que « l'adjudant-chef Check, célèbre dans tout le régiment, fait mettre les appelés au garde-à-vous pendant le rapport pour les frapper ».

Ou que « le lieutenant Alemane fait attacher les soldats aux arbres par leur ceinturon et rester ainsi toute la nuit ».

Evidemment, ce tract n'a pas fait plaisir aux autorités militaires, qui ont ouvert une enquête. Pour punir les grands tortionnaires ? Allons, un peu de sérieux... Pour retrouver les appelés à l'origine des fuites, bien sûr. Pour faire cesser le scandale, pour prévenir la répression, une commission d'enquête s'est constituée avec le C.D.A., le C.A.R.M. (Comité d'Action et de Résistance à la Militarisation), la ligue des Droits de l'Homme, Rouge, Révolution et le PSU.

Voilà pour Perpignan. Mais ailleurs aussi : à Sourdun, près de Provins, Gérard Sahul, Jacques Mansy, Jacky Chauveau, sont aux arrêts. Pris en train de rédiger un tract, sans doute du même tonneau. Où que vous tombiez, à des degrés divers, vous retrouvez les mêmes brimades, la même connerie crasse des gradés, leur volonté commune et affichée de vous casser, « pour faire de vous des hommes ». Eux qui seraient la plu-

part du temps incapables de remplir correctement l'emploi civil de ceux qu'ils « encadrent ». Tous ? Non pas tous. Mais un bon paquet, et principalement ceux qui sont affectés à la formation des bidasses, vu qu'ils sont incapables de faire autre chose.

Etonnez-vous, après cela, qu'ils soient de plus en plus nombreux à refuser l'incorporation. Tiens, quelques nouvelles des insoumis, réfractaires, objecteurs et autres déserteurs de l'armée du capital.

● Daniel Pinos a refusé d'être incorporé le 3 décembre 1973 au C.I. arme blindée de cavalerie à Carpiagne (Bouches-du-Rhône) : « Je refuse l'armée qui est un véritable appareil engloutissant plus de 20 % du budget national : 400 milliards de Francs... qui s'apprête à réprimer tout soulèvement populaire... brise les grèves... expulse les paysans de leur terre... détruit l'environnement et pollue l'atmosphère par ses essais nucléaires... réprime les peuples tchadien, antillais... qui est le troisième marchand de canons mondial (en Grèce, au Chili, en Espagne...) ». Au ministre, il dit « vous avez déclaré que l'armée était le dernier recours de notre société libérale. L'exemple du Chili nous montre toute l'ampleur de ces paroles ».

● Bruno Héral (dont le procès doit avoir lieu le 15 février) et ses camarades posent la question : « L'armée ne fait pas de politique ? ...Jouer les autobus, ramasser les poubelles, garder les musées pour briser les grèves, c'est pas de la politique ? Chasser les moutons de Larzac, faire des manœuvres pour les clients de notre beau matériel, c'est pas de la politique ? Parader en Afrique, taper dans la main à Franco, c'est pas de la politique ? Et 12 mois d'embrigadement militaire pour apprendre à être demain un ouvrier et un citoyen dociles, c'est pas de la politique ? ».

● Paul Poitrot (actuellement en prison à Gradignan (Gironde), et qui attend aussi d'être jugé). Militant communiste libertaire, il a déserté après quatre mois de service. Repris à Toulouse en mai 73, jugé le 27 juillet, il est condamné à six mois de prison. Grève de

la faim pour obtenir le statut de prisonnier politique. Risque deux ans de prison. Dans sa déclaration, il dénonce : l'armée chien de garde de la bourgeoisie, l'armée au service des multinationales (Westinghouse, Honeywell Bull, IBM), au service des Etats fascistes (les soldats de Franco viennent s'entraîner en France), au service de l'idéologie dominante et de la connerie (« je me rappelle qu'un lieutenant nous apprenait l'air de la division des Waffen SS Charlemagne... »).

« Je ne mettrai jamais plus un uniforme, symbole de la connerie institutionnalisée » dit-il encore.

objecteurs, gare à vous !

La loi du 10 juin 1971 (article 41) reconnaît un statut des objecteurs de conscience. Ils sont pourtant, comme les insoumis, en lutte aux tracasseries des juridictions civiles et militaires. Les objecteurs de conscience viennent de distribuer, la veille de Noël, une édition pirate du « Parisien Libéré » (intitulée « Parisien déchainé »). Ils sont plus de 400 à tenir le pouvoir en échec, un certain nombre d'entre eux sont en procès, ayant refusé leur affectation à l'Office national des forêts créé en 1964 à vocation industrielle et commerciale, où règne l'obsession de rentabilité. A l'ONF, les jeunes sont isolés de la population, soumis à la réglementation de la justice militaire. Les objecteurs demandent l'abrogation du décret de Brégançon et le libre choix de leur travail.

● Guy Bernat, séminariste, a refusé son affectation dans le cadre du service civil. Le 5 décembre, lors de son procès, il a exprimé son refus de l'ONF (quatre mois de prison avec sursis).

● Antoine Alvarez, est inculpé d'insoumission et de refus d'obéissance. A été jugé le 20 décembre à Toulouse. Verdict le 31 janvier.

● Jean-Paul Henry, soldat au 58^e R.A. de Douai est en prison pour avoir osé rappeler à son supérieur un article du règlement militaire interdisant les sanctions collectives.

● Jean-Pierre Bachowicz, objecteur pour motifs religieux et non violents, est inculpé

d'insoumission ; jugé à Soissons (quatre mois de prison avec sursis).

● François-Xavier Lacoste, condamné à six mois de prison avec sursis, Michel Anceau, condamné à trois mois de prison.

● Olivier de Scorbiac, jugé le 14 décembre à Toulouse (huit jours avec sursis).

● Daniel Fischer, jugé à Dôle, le 19 décembre (trois mois avec sursis).

● Dominique Comte, objecteur insoumis depuis décembre 72, passe en procès le 17 janvier 74.

● Gabriel Fourier, arrêté le 28 novembre, près de Chaource (près de Troyes), est victime de l'arbitraire de la commission juridictionnelle qui lui refuse le statut d'objecteur pour manque de sincérité dans ses convictions. Quel est le critère de cette commission pour juger des « convictions » d'un homme ?

● François Jourdan, s'est vu refuser son statut après un dépôt de demande au conseil d'Etat et recours en cassation, un appel au ministre rejeté (« je ne comprends ni l'opportunité, ni la signification de votre correspondance » lui a-t-on écrit). Ordre de route lui a été signifié pour Grenoble, le 6 août 73.

● C'est encore Bernard Deville, de Nîmes, arrêté chez lui et mis aux arrêts pour « refus de porter l'uniforme », de Jean-Jacques Jumel, de Barentin, arrêté chez lui, de Fabrice Lecerf, de Nancy, à qui on reproche d'avoir libellé sa demande d'objecteur dans les mêmes termes que 112 autres camarades. Tous se sont vu refuser le statut d'objecteur.

Une vingtaine de procès et de verdicts sont annoncés pour le seul mois de janvier. On peut leur écrire (une carte postale, salut... Amitiés) ça leur soutiendra le moral et les aidera à être libérés, comme Claude Douffet, par exemple.

« Ayant épuisé toutes les possibilités offertes par la loi », il ne reste plus à tous ces jeunes (comme l'écrit F. Jourdan) « que la désobéissance civile et l'insoumission forcée pour crier leur conscience, leurs droits et leurs devoirs ». L'insoumission qui permettra de les mater plus durement.

« Ce n'est pas parce que j'en ai appelé à l'insoumission qu'il y a eu des insoumis, mais c'est à cause de tous ceux que la machine militaire, instrument de l'ordre capitaliste, broie et réprime ». C'est de René Cruse, pasteur de son état, qui se fait le porte-parole de tous les objecteurs et insoumis.

Bernard LANGLOIS ■

le GARM



Fondé en 1967 par quelques Lyonnais, le GARM a acquis une notoriété nationale. Il rassemble des militants — organisés ou non — des divers courants de la gauche, convaincus que la lutte contre l'un des principaux piliers de l'Etat bourgeois exige un travail spécifique, souvent négligé par les parts. Ni groupuscule par ses capacités de mobilisation, ni « parti » par ses structures, le GARM demeure réfractaire aux classifications, jaloux de son originalité et conscient de ses limites.

Son action : d'abord, lutter contre l'embrigadement militaire et amplifier au maximum le mouvement d'objection de conscience en dénonçant un service national qui sert les seuls intérêts de la bourgeoisie. Dénoncer les mensonges et le black-out de l'information officielle sur l'armement atomique ainsi que le commerce des armes, performance du commerce extérieur français. D'autres campagnes plus ponctuelles sont menées contre l'engagement militaire au Tchad, les bagnes militaires de For Aiton et Djibouti. Auprès du contingent, est entreprise une action qui vise à l'information et à la défense des appelés.

Point commun de toutes ces activités : la volonté de dissiper quelques illusions tenaces ; d'abord celle qui consiste à croire que le phénomène de militarisation se circonscrit à l'armée proprement dite, alors qu'elle englobe en réalité l'ensemble de la vie économique par le biais du budget militaire. Et aussi l'illusion de ne voir dans la « Défense nationale » qu'un ensemble de moyens destinés à faire face à une éventuelle agression étrangère. Il s'agit en fait d'un dispositif complexe, qui met à la disposition du pouvoir un instrument répressif considérable, utilisable contre tout ce qu'il juge « menace » contre ses intérêts (grèves, mouvements populaires, etc.).

ADRESSES

- Bruno Héral - n° d'écrou 6 31 507 - 3^e division - cellule 337 Maison d'arrêt - 94 - Fresnes. Pour comité de soutien, Contacter Ivernel, section PSU (12^e), 7, rue Antoine-Vollon, Paris (12^e).
- Comité antimilitariste : Daniel Guérin - BP 247.16 - 75765 CEDEX 16.
- Coordination Lyon : HL - BP 543 - Lyon Cedex 1.
- Comité de soutien à Paul Poitrot : écrire à Chartier - BP 26 Bordeaux St-Augustin (33). Paul Poitrot (prison de Gradignan) 33.
- Secrétariat des Objecteurs de Conscience (SOC) : 6, impasse Popincourt 75011 Paris.
- Bruno Guichard : 33 avenue Jean-Jaurès - 69007 Lyon.
- Cte de soutien aux Objec-

- teurs de Conscience : 9, rue Debussy - 33400 Talence.
- 23 A, rue Jean-Wyrsh - 25000 Besançon (CCP n° 28 08 02 H Dijon).
- Comité de Lutte des objecteurs : 42, avenue Etienne-Billières 31300 Toulouse.
- Comité de soutien à François Xavier Lacoste : — Hubert Guyet - rue du Collège - 39000 Dôle. — Xavier Mignot - 4, rue Henri-Dupont - Les Corvées 28500 Vernouillet.
- CSOC - Lyon : Jacques Larue - 17, rue des Martyrs de la Résistance 69200 Vénissieux.
- Langres : Lionel Courbère - Jean-Michel Asselin, chez M. Pesce - 59260 Villars-Montroyer-Auberné.
- Metz - 10 bis rue de la Gen-

- darmarie (57000).
- Dijon : Michel Pignero - 17, rue du Gal-Joubert (21000).
- Vandœuvre : 27, av. du Gal Frère (54500).
- Comité de soutien Antoine Alvarez : CCP Jacqueline Weyl. 8.06.46 A - Toulouse).
- Comité de soutien à Gabriel Fourier : J.-F. Bacheter, 3, rue Lachat - 10000 Troyes - CMDT 501 - 411 - 0028 W.
- Objecteurs Opération 20 : Guy Goujon - 9, rue Debussy - 33400 Talence.
- Dominique Picart - 87 bd St-Michel - 75005 Paris.
- S.O.C. BP 233 : Caen Gambetta - 14005 Caen Cédex. Groupe insoumission collective (même adresse sous enveloppe intérieure avec mention GIC).

valise ou cercueil

Le racisme fait partie intégrante du système d'exploitation capitaliste au même titre que le fascisme. C'est une vérité de toujours, que l'on aurait cependant tendance à oublier. Pourquoi un tel oubli ? Parce que des démocrates sincères, des libéraux, des humanistes disent qu'il faut détruire le racisme — ils militent courageusement pour cela aussi — mais ne parlent pas ou peu des structures générales d'organisation des rapports sociaux.

La vague de racisme qui déferle sur la France depuis six mois est bien significative de la crise qui secoue le système capitaliste en France. Elle s'inscrit en réaction contre les six mois précédents qui ont été l'occasion d'une lutte longue contre la circulaire Fontanet, instrument de contrôle de l'immigration en France. Les grèves de la faim des Tunisiens ont rejoints sur l'ensemble des travailleurs immigrés : beaucoup de Français ont commencé à « regarder » ce qui se passait à leur rencontre. Le gouvernement, représentant de la classe bourgeoise, a dû temporiser, sans renoncer bien entendu à son contrôle.

Pour lui, contrôler l'immigration, c'est pouvoir répondre à la demande de main-d'œuvre des patrons de la grande industrie qui embauchent par centaines à la fois pour des durées fixées par eux-mêmes. Lorsque c'était le petit et le moyen capital qui dominait l'appareil d'Etat, il favorisait l'immigration clandestine qui mettait sur le marché

du travail un volant de main-d'œuvre utilisable « pièce par pièce ». C'est pourquoi l'Office national de l'immigration (O.N.I.) institué en 1945 est tombé en désuétude, et qu'il retrouve aujourd'hui des « défenseurs » au gouvernement.

Mais, au bout du compte, le résultat est le même : volonté de perpétuer un sous-prolétariat (dans tous les sens du mot), réservoir de main-d'œuvre utilisable pour faire pression sur l'emploi et donc sur les salaires. D'où l'erreur fondamentale de réclamer l'application d'un contrôle, alors que c'est le patronat qui détient la maîtrise de l'appareil de production et d'échange. C'est, ni plus ni moins, mettre le doigt dans l'engrenage de la collaboration et substituer à la solidarité français-immigrés face aux patrons, la solidarité nationale des Français bâtie elle-même sur l'exploitation de l'homme par l'homme.

A causa de la crise - chômage en accroissement - qui va toucher l'année 1974, les partisans d'un « contrôle de l'immigration » vont

se faire plus nombreux. Derrière l'aspect économique du problème, les racistes et les fascistes manipulent les gens, maintenus dans l'ignorance du rôle de l'immigration ou trompés par les discours nationalistes. Le piège est difficile à éviter lorsque le chômage est présenté comme une fatalité.

La réponse à cette campagne ne peut être qu'un développement de la solidarité de classe des travailleurs français et immigrés. C'est dans l'entreprise, face à l'exploitation commune que la lutte contre le racisme peut le mieux se développer. Il ne sera vaincu qu'avec la mort réelle et non pas légale du capitalisme. En attendant, combien d'Algériens tués, boucs-émissaires faciles de tous les revendeurs de la décolonisation ?

Le chiffre des assassinats frôle sans doute la quarantaine depuis août. Les assassins courent toujours : parce que le racisme est partie intégrante du capitalisme, les appareils d'Etat - police notamment - sont des complices naturels.

Les policiers laissent faire. Certains font du zèle en participant directement à des actions de représailles contre des immigrés. Tentatives de meurtres, meurtres, tabassages dans le meilleur des cas c'est le lot des « noms arabes » et des « teints basanés ». Maghrébins, Africains mais aussi « Français » de la Réunion, de la Guadeloupe, de la Martinique sont les victimes journalières de ce racisme violent, exutoire d'un racisme quotidien et permanent, forme du fascisme par lequel les patrons maintiennent par violence une catégorie d'hommes dans l'esclavage.

Michel CAMOUIS ■

commune.

Depuis la décision du tribunal, le PDG Kahn met de l'eau dans son vin. Il promet de respecter la réglementation du travail. Il fait afficher 4 % d'augmentation, mais refuse toujours de discuter avant la reprise du travail. Comité de grève et section CFDT rejettent le préalable. La CGT constitue une section sur la base : reprise du travail, débrayage pendant la négociation. Elle va jusqu'à rencontrer le patron ainsi qu'une délégation de non-grévistes. Sans autres résultats.

Jeudi 10 janvier, les grévistes décident d'aller rencontrer Kahn rue Piat à Paris. Ils ne trouvent que l'ingénieur-conseil qui répète la même chose. Pour contraindre le PDG à se montrer, ils décident de « retenir » le « médiateur ». A 19 h, la police, toujours prompt à intervenir contre les ouvriers, arrête tout le monde, « en douceur », précisent les grévistes.

La combativité n'a pas pour autant faibli. Rue Piat, où elle est pratiquement nulle, beaucoup de travailleurs ont été surpris. Avec un peu de préparation, qui sait ?... Et le patron a dû faire un « geste » de plus : la mise sur pied d'un comité d'hygiène et de sécurité (CHS) le lundi 14, avec la

présence d'un gréviste. Mardi 15, gala organisé par le comité de soutien qui « fait les marchés » depuis quatre semaines. Côté CGT, un certain déblocage se manifeste. Déjà, un message de solidarité de Renault Cléon CFDT-CGT, a mis l'union locale cégétiste en porte-à-faux. Au plan national, l'accord d'unité d'action entre les deux fédérations de la chimie a pu aussi jouer dans ce sens. Ainsi, l'union départementale CGT, or-

CCP UD CFDT
La Source 30 883 07 - Dynamic -

ganise-t-elle des collectes depuis la semaine dernière. Par ailleurs, PC, PS et radicaux de gauche ont signé un communiqué de soutien à la lutte chez Dynamic. Une assemblée des travailleurs (grévistes et non-grévistes) devait avoir lieu mardi soir avec CGT et CFDT.

Dynamic, c'est l'image à peine déformée de la plupart des PME (petites et moyennes entreprises). Tout autant que les grosses entreprises, ce groupe de pression joue un rôle déterminant à la survie du pouvoir du capital. Comment pourrait-il être un jour « l'allié » des travailleurs ? Même le temps, court, d'une élection ?

Michel CAMOUIS ■

● PAYSANS en bref

qui prétendent parler au nom des paysans.

Les petits fours étaient bons, merci

Le gouvernement a autorisé Genvrain à céder sa filiale Vitho à Unilever. Le trust s'est engagé à faire travailler à façon l'usine du Laurentais (Dordogne) durant quelques mois... Comme dit Pompidou, il faut lutter contre la désertification...

Même menace sur la laiterie Préal à Marcillé-Raoul (Mayenne) où le même patron, Unilever, s'approprierait à licencier 50 travailleurs vers le 15 février.

A noter que, parmi les principaux actionnaires de Genvrain, on trouve la caisse nationale du Crédit Agricole... ■

Le chef de l'Etat a honoré de sa présence la réception marquant le cinquantenaire des Chambres d'Agriculture. Hector Coiron, qui s'était glissé parmi les 2000 invités, a reconnu cinq ministres (Messmer, Chirac, Giscard, Poujade, Guichard) venus témoigner de tout l'intérêt et de la grande sollicitude que le régime porte à ses paysans. M. Pompidou a couvert la paysannerie de promesses (le prix de la viande bovine est trop bas) et a reçu une fois de plus l'allégeance des notables

RETROSPECTIVE

9-1-74, Avignon. — Mahmoud Naili ne peut consommer aux « Quatre saisons », café raciste. Il menace et frappe. Il est arrêté et sera expulsé.

27-12-73, Marseille. Deux Algériennes blessées par balles.

26-12-73, Lyon. — Trois jeunes Réunionnais agressés par des gardiens de la paix. Tabassés, injuriés. Tir de P.M. dans leur direction.

Grenoble. Abed Mabrouk, abattu par un « videur » au bal d'Izeron.

14-12-73, Marseille. — Bombe dans le consulat algérien. Quatre morts, seize blessés.

7-10-73, Saint-Etienne. — Ah-

med Abdelkader. Tué à coups de feu.

9-9-73, Maubeuge. — Mohamed Benbourek, retrouvé noyé.

25-8 - 14-9, Marseille. — Une dizaine d'Algériens assassinés (armes à feu).

27-7-73, Marseille. — Expulsion de Maurice Courbage, professeur syrien, membre du comité de solidarité aux travailleurs immigrés de Marseille.

26-7-73, Paris. — Arrêté d'expulsion contre Mohamed Sélim Najeh, secrétaire du Comité de défense des droits et de la vie des travailleurs immigrés.

3-7-73, Vitry. — Fernando

Ramos, maçon portugais, frappé et noyé par trois inconnus.

21-6-73, Paris. — Manifestation antiraciste contre la tenue du meeting d'Ordre nouveau sur le thème « Haïte à l'immigration sauvage ». La Ligue communiste sera dissoute, comme Ordre nouveau.

18-6-73. — Le pasteur suisse Berthier Perregaux, responsable de la Cimade à Marseille, expulsé.

12-6-73, Grasse. — Des travailleurs immigrés qui manifestaient contre les brimades sont violemment dispersés par les policiers armés, à l'appel du maire conservateur.

● DYNAMIC : un modèle du genre

Pas de comité d'entreprise, ni comité d'hygiène et de sécurité, ni délégués du personnel, pas d'infirmerie (boîte à pharmacie utilisable seulement de 6 h du matin à six heures du soir), pas de cantine aménagée (pas de réchaud, pas de serviettes) etc. : l'usine Dynamic, à Ormoy (Essonne) est un « modèle » du genre. Malheureusement, elle n'est pas seule.

ELLE n'est pas seule parce que, comme à Ormoy, les patrons font ce qu'ils veulent. Depuis juin dernier, l'inspection du travail, puis la Sécurité sociale ont sommé Kahn, le PDG de Dynamic, de se « mettre à jour avec la législation du travail ». Mais Kahn « s'en fout » et personne ne lui dit rien, sinon les ouvriers et les ouvrières, qui y laissent leur santé et parfois leurs membres. (TS 602).

Un canard local « Le Républicain », peu curieux de vérifier les faits, offrait Dynamic en exemple, à l'automne dernier : création d'emploi, usine neuve etc. Un groupe de quelques militants maghrébins, certains travaillant à l'usine, répondait par tract sur Corbeil, un tract signé « Cause du peuple ».

La CFDT reprenait l'argumentation, axée surtout sur les conditions de travail (hygiène et sécurité), élargissant ainsi l'écho de la révolte, après avoir tenté une première fois de regrouper des travailleurs en mai 1973. Mais, fin novembre, une ouvrière du moulage faillit perdre une main, sur les

cylindres où passe la gomme de caoutchouc. Déjà, un ouvrier avait eu la main arrachée.

Principal atelier, les presses (une centaine d'ouvriers et d'ouvrières répartis en 3 x 8), marchent à raison d'un ouvrier pour quatre presses. Placées en ligne, elles fonctionnent selon les moules dont elles sont équipées. Ainsi Renée s'est un jour retrouvée avec trois presses réparties parmi une vingtaine d'autres. Autrement dit, une « cavalcade » pour tenir la cadence sur une quarantaine de mètres !

Au contrôle, une quarantaine de travailleurs, la situation n'est pas meilleure. Mado : « Un néon au niveau des yeux. Pas le droit de se parler. Poussière et bruit. C'est le chef d'équipe qui fixe les cadences, à la tête du « client ». Il faut contrôler 700 joints (boîtes de vitesse des Renault montées à Cléon) à l'heure. Pas le temps normal pour fumer une cigarette (avertissement, menaces de licenciement) ».

Voilà « l'exemple » Dynamic, installé progressivement à Ormoy depuis novembre 1972 par trans-

fert d'un matériel en grande partie périmé et dangereux prélevé à l'usine de la rue Piat à Paris. Curieux transfert d'ailleurs : « les machines sont déplacées la nuit. Lorsque les ouvriers arrivent le matin, la surprise est totale... ». Les effectifs d'Ormoy tournent autour de 230, dont 200 ouvriers spécialisés, avec des salaires variables (contrôle 6,20 F, presse 6,74, mélange 7,24, mécanique 10). C'est en juin de cette année que le transfert doit être définitivement terminée (il resterait entre 120 et 150 salariés - dont les employés de bureau - rue Piat).

Le 6 décembre, jour de la grève générale contre les prix, la direction annonce qu'en remplacement, on travaillera le samedi et que par conséquent, l'acompte sera versé à cette occasion. Le « mélange » débraye. La direction recule et paie l'acompte le vendredi. Le même incident se reproduit trois jours plus tard, à l'occasion de la paie. Après l'accident du travail « la coupe est pleine ». Le 10 décembre, c'est la grève au mélange qui gagne les presses.

La seconde semaine, un comité de soutien est mis en place (CFDT, MTA, MLAC, CDP, PS, PSU, ROUGE, GR, PLC), sous la direction de l'assemblée générale des grévistes, sur la base d'une charte (popularisation et soutien financier). La CGT invitée, refuse la présence des groupes CDP, ROUGE, GR et PLC. Dès le début de la grève, son union locale dénonce les « irresponsables » de cette action. Le PC adopte une position identique. Cependant, la municipalité communiste de Corbeil décide le soutien aux grévistes habitant la



2.800.000 exemplaires !

C'est le tirage atteint actuellement, en Angleterre, en Allemagne, dans les pays nordiques et, naturellement, au Japon, du livre d'un des plus éminents sexologues de ce pays, le docteur SHA KOKKEN. Ce chiffre suffit à exprimer la nécessité d'un tel ouvrage.

Le sexe et sa technique, par le texte et par l'image... Le titre peut choquer. Il ne choquera que ceux qui n'ouvriront pas le livre du docteur Kokken.

Pour la première fois, un médecin ose dire ce que chacun de nous devrait penser - on apprend tout aux hommes, sauf ce qui leur est essentiel : l'amour. Pourtant, que d'échecs, de drames, d'insatisfactions pour n'avoir pas admis cette évidence ! Il n'est pas possible pour un amour vrai, de séparer ce qui vient du corps de ce qui vient de l'esprit.

Il a fallu sans doute bien du courage et beaucoup de vraie simplicité au docteur Kokken pour réussir cette gageure, un livre qui met l'amour et les images sans tomber à aucun moment dans la pornographie. Les petites poupées du médecin japonais ne heurteront qui que ce soit. Elles ont la franchise et la fraîcheur de contes pour ces adultes qui ne sont, trop souvent, que des enfants devant l'amour.

EDITIONS GUY DE MONCEAU - WAG. 34.62
34, rue de Chazelles, 75017 PARIS
CCP Paris 67-47-57

Prix : 55 F, par chèque, mandat ou C.C.P. - Avion : 70 F
Aucun envoi n'est fait contre rembt, ni payable à réception

Veillez m'envoyer « Sexuelle Technik » - T.S.

M.....
Adresse
.....
Mode de règlement

PROCHE-ORIENT

il n'y a pas que le pétrole

Au Proche-Orient, il n'y a pas que du pétrole, mais des hommes qui souffrent, luttent et meurent et que l'on oublie souvent ; mais des diplomates qui s'affrontent, une paix qui se recherche ou que certains recherchent, des rapports de force qui évoluent.

LES semaines passées ont, dans la presse, localisé l'attention uniquement sur les éléments de la crise énergétique. Non sans arrière-pensée.

Pendant ce temps, des bouleversements d'importance prenaient place : ouverture de la conférence de Genève, qui gardera, quoi qu'il arrive, de par le face-à-face réalisé autour de la table des négociations, un caractère historique. D'ores et déjà, la présentation de plans de désengagement militaire montre qu'Israël a dû tirer les leçons de son isolement croissant dans l'opinion mondiale et de sa dépendance de plus en plus étroite vis-à-vis des Etats-Unis, eux-mêmes rendus plus circonspects par la crise pétrolière. Les concessions faites aux Gouvernements arabes, si elles ne constituent pas pour ces derniers une avancée satisfaisante, n'en sont pas moins très importantes si l'on se réfère à l'attitude intransigeante, voire conquérante antérieure des dirigeants sionistes : c'est une des leçons de la guerre du Kippour, dont nous avons déjà dit qu'elle porterait des effets politiques considérables, hors de proportion avec le sort des armes, et qu'elle marquerait quoi qu'il arrive, une progression des positions arabes.

Ce ne sont pas les élections israéliennes, marquées par un recul sensible des travaillistes et de certains partis religieux au profit de la droite nationaliste (Likhud) et des partis de gauche favorables à une solution né-

gociée (dissidents du Parti travailliste et P C pro-soviétique), qui peuvent changer la physionomie de la négociation, sur laquelle pèsent des influences trop lourdes des deux Grands. Tout au plus, peut-on penser que la droite exercera sur les « Faucons » israéliens (singulièrement Dayan) une pression au durcissement de l'attitude israélienne à la table de conférence.

Inversement, le Gouvernement de Mme Meir pourrait être tenté d'aboutir à un règlement rapide du problème pour retourner aux urnes avec le bilan favorable de la paix en poche : car, à n'en pas douter, la situation politique confuse issue des élections ne saurait durer et devra être tranchée dans les mois qui viennent : la position gouvernementale est par trop précaire à l'intérieur et pourrait conduire l'Etat sioniste à un certain immobilisme dans les conversations de Genève.

Malgré les tentations — sans doute pas unilatérales — de régler la question des territoires occupés dans un délai raisonnable, il est peu probable que le compromis puisse changer quoi que ce soit à la situation du peuple palestinien, et c'est bien là où le bât blesse : l'évolution réaliste de la Résistance à l'égard des chances de tirer parti d'une guerre qu'elle a menée avec courage là où elle était présente se heurte à l'intransigeance de Hussein et d'Israël, et son projet d'« Etat démocratique et laïc » en Palestine apparaît plus que jamais directement

contradictoire avec les intérêts de l'impérialisme dans cette partie du monde. Nos camarades palestiniens refusent en effet de jouer le jeu des grandes puissances et des Etats qui se font leurs complices : l'abstention massive des populations arabes aux élections israéliennes en territoires occupés montre que le peuple palestinien n'a jamais admis le fait de l'Etat sioniste et qu'il se battra jusqu'à sa disposition en tant que structure capitaliste, impérialiste, théocratique et raciale.

C'est pourquoi, en attendant que le Congrès National palestinien, qui se réunira en février (voir « TS », n° 602) définisse l'attitude définitive de l'OLP face aux échéances futures du mouvement, notre soutien est toujours aussi nécessaire, pour populariser leur lutte et leur position dans l'opinion française.

Et ce, d'autant plus que la tentation de régler par la force le compte des « gêneurs » arabes semble se répandre chez les dirigeants impérialistes. On sait que Hussein de Jordanie avait tenté, lors du « Septembre Noir », d'éliminer la Résistance palestinienne à l'époque, ce boucher n'engageait pas que lui-même et agissait vraisemblablement sur commande.

la rage des tricheurs

Aujourd'hui, c'est le Pentagone (pas plus, pas moins) qui lance un « avertissement » aux pays producteurs de pétrole pour qu'ils « n'aillent pas trop loin » en compromettant l'équilibre économique des pays développés. La rage de ceux qui n'acceptent les règles du jeu que quand elles leur sont favorables transparait ici.

C'est un autre langage — paral-

lèle sur le fond — que M. Nixon a tenu à l'Europe vendredi dernier : en substance, il propose de créer un front commun des pays consommateurs de pétrole (en gros les pays de l'OCDE) en vue d'une « confrontation » avec les pays producteurs. Sans doute, le cher homme n'a-t-il pas été pris au sérieux, car apparemment tout le monde tire la couverture à soi... en matière pétrolière, accord France-Arabie Saoudite, Iran-Allemagne, secret des approvisionnements imposé aux USA... où est la solidarité occidentale ? On peut douter qu'elle se ressoude autour des propositions du vice-président des USA, M. Gerald Ford, cet humaniste qui voudrait priver les pays arabes de « produits alimentaires » par mesure de rétorsion. Quant à l'Europe, n'en parlons pas : elle n'existe tout simplement pas en ce moment.

La vérité, c'est que les contradictions impérialistes éclatent : à trop soutenir leur gendarme Israël, les Etats-Unis ont joué au Proche-Orient à l'apprenti sorcier avec l'énergie, dont ils ont fait l'élément essentiel du modèle de développement capitaliste, l'Europe, sans politique propre parce que soumise à la loi universelle du profit, se trouve à présent coincée.

Ce n'est pas que tous les Etats qui se servent de l'arme du pétrole méritent notre sympathie. En particulier certains d'entre eux sont depuis longtemps les relais et les valets de cet impérialisme que nous combattons (n'est-ce pas l'Iran, l'Arabie Saoudite ?) Mais cette affirmation d'un contrôle sur les richesses du pays demeure essentielle : elle peut être le point de départ d'un développement autonome, elle brise la chaîne des impérialismes ; elle porte contradiction dans le système même. Bien sûr, cela n'est pas suffisant. Il faut aussi changer le système social et affirmer les priorités vraies du développement populaire.

Dès 1971, l'Algérie nationalisait son pétrole et axait sa progression économique en fonction de ses finalités propres. Un exemple dont on peut souhaiter qu'il soit contagieux. N'en déplaise à « Minute ».

Daniel LENEGRÉ ■

EN BREF

● Un an après les accords de Paris, le Vietnam semble replonger dans la guerre « chaude ». Las de constater chaque jour davantage la défaite politique dans le pays, et la progression concomitante des positions des révolutionnaires indochinois, le général Thieu, dont le gouvernement est soutenu à bout de bras par les Etats-Unis, vient de lancer une attaque coordonnée des troupes saïgonnaises contre les positions du GRP.

Si l'on ajoute que des milliers de prisonniers politiques meurent lentement sous les tortures dans les prisons de Thieu, et que, selon certaines informations, le Pentagone penserait sérieusement à réengager des troupes sur le terrain, on comprend que la mobilisation autour de nos camarades vietnamiens est plus que jamais nécessaire et réclame dès maintenant une action portant la réponse de l'ensemble du mouvement ouvrier à l'égard de la politique de liquidation menée par Thieu et ses sbires.

Cette mobilisation se traduira, dès le 30 janvier, à 18 h 30, par une manifestation du métro Villiers à la place Péreire, en défilant devant l'Ambassade du régime Thieu à Paris, à l'appel des 53 organisations (dont PC, PS, PSU, CGT, CFDT, Mouvement de la Paix...). La présence de chaque militant du PSU est nécessaire. Victoire pour le Vietnam : un mot d'ordre toujours d'actualité.

● Tout près, au Cambodge, poursuivant leur progression irrésistible, les forces du FUNK étendent leur contrôle sur le territoire cambodgien. Tous les ministres du gouvernement du GRUNC sont dès à présent installés dans les zones libérées, où le peuple cambodgien exerce le véritable pouvoir. Reconnu par

de nombreux gouvernements étrangers (la tardive reconnaissance par l'URSS facilite bien des choses...), le GRUNC vient de conseiller aux habitants de Pnom Penh de s'éloigner des casernes et des palais gouvernementaux, trop exposés à ses coups... Sans commentaire, n'est-ce pas, Lon Nol...

● D'autres s'en tirent mieux : le colonel Fleury, l'assassin des révolutionnaires brésiliens (dont Marighela), meurtrier fasciste de centaines d'opposants et de détenus, chef du sinistre Escadron de la mort, sortira probablement blanchi de son procès à l'occasion du meurtre d'un criminel de droit commun. Il en sait probablement trop sur le régime brésilien pour qu'on l'abatte tout à fait. Cela éclaire à quel point le régime réactionnaire qui sévit au Brésil a déclenché avec Fleury et quelques autres des forces que même s'il le souhaitait, il ne contrôlerait plus. Cela s'appelle le fascisme.

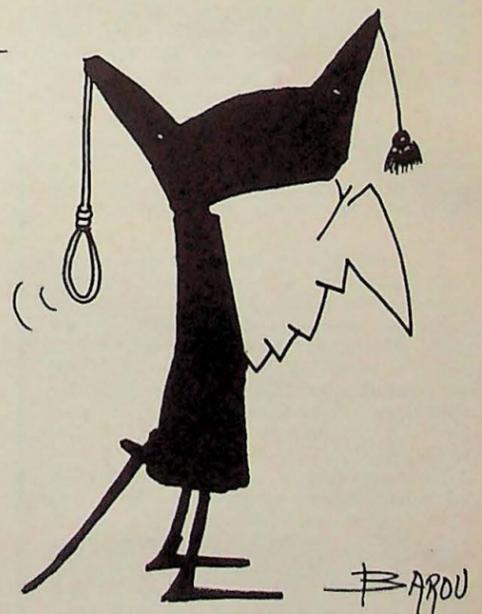
● Les militants révolutionnaires, eux, ne sont pas protégés : lorsqu'ils sont pris, ils sont condamnés à mort, après un simulacre de procès, sans autre espoir que celui de la pression de l'opinion progressiste mondiale. Tel est le cas de Salvador Puig Antich, militant révolutionnaire espagnol. Il faut tout faire pour le sauver. C'est pourquoi le PSU a participé à la manifestation du vendredi 11 janvier et qu'il continuera cette action pour éviter le pire.

● Bautista Van Showen, n° 2 du MIR, est en train de mourir sous les tortures de la junte chilienne. Mobilisons-nous,

partout, pour le sauver lui aussi, partout où nous militons, où nous travaillons, où nous vivons.

● Enfin, la fusion Lybie-Tunisie nous ramène à une actualité plus souriante. Difficile à interpréter autrement que comme une tentative du colonel Khadafi, d'élargir son influence au Proche-Orient et en Afrique, à l'issue de son échec avec le président Sadate en Egypte.

Toutefois, il est encore bien tôt pour donner la mesure réelle à cette désision, d'autant que son principal artisan tunisien, Masmoudi, ministre des Affaires Etrangères, vient d'être remercié par Bourguiba...

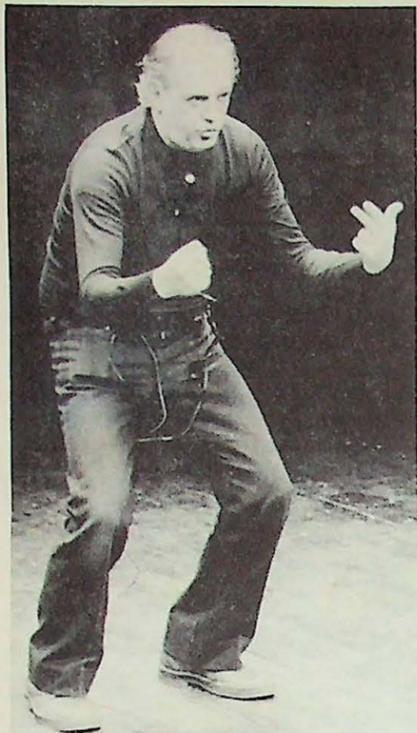


DÉCOUVERTE ET CULTURE LOISIRS

organise cet été des voyages en

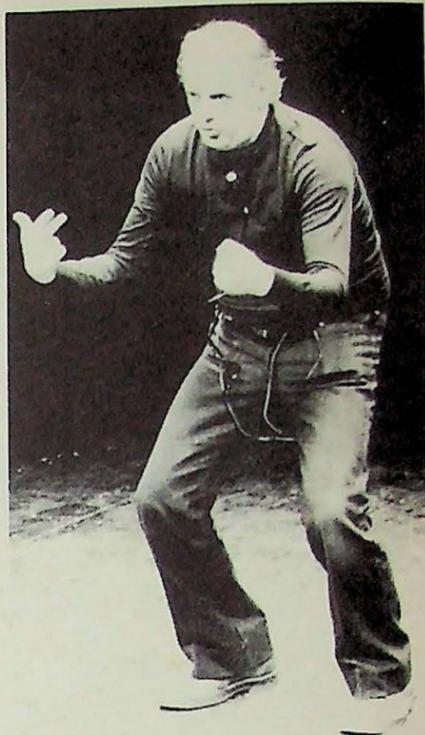
CHINE POPULAIRE

Si vous êtes intéressé, prenez contact avec la fédération du PSU de votre département



dario fo : un vrai théâtre populaire

La venue en France de Dario Fo est un événement : non seulement parce qu'il est un des plus grands acteurs italiens d'aujourd'hui, mais parce qu'il arrive porteur d'un exemple. Alors que le théâtre politique français, qui ne parvient pas à trouver son indépendance par rapport au Pouvoir, s'enlise et use ses forces dans une petite guerre pour les subventions, le théâtre qu'anime Dario Fo, le Colletivo Teatrale della Comune s'appuie sur le peuple italien, sur les ouvriers et les syndicats, sur toute la gauche révolutionnaire, qui est devenue l'organisatrice de ses spectacles. C'est assez dire qu'elle voit en eux un élément actif de sa lutte.



DARIO Fo : Notre organisation n'aurait pas été possible s'il n'y avait eu dans l'histoire italienne ce grand mouvement de construction de Maisons du Peuple par les ouvriers et les paysans eux-mêmes. Je me souviens d'une phrase qui marquait l'importance que les travailleurs leur attribuaient : « Si tu trouves un pauvre qui te demande la charité, donne cinq sous : deux pour le pain, trois pour le livre ».

T.S. On peut mettre en regard la phrase de Gramsci que vous citez volontiers...

D.F. - Si nous ne savons pas d'où nous venons nous pouvons difficilement comprendre où nous voulons aller... Oui. Il y a eu en Italie un très fort mouvement, pas seulement d'instruction du peuple, mais de reviviscence des cultures populaires oubliées ou escamotées par la classe dirigeante. C'est sur cette reviviscence que se fonde notre action.

T.S. Vous avez d'abord fait du théâtre comme tout artiste à succès dans les circuits du théâtre bourgeois.

D.F. Quand j'ai voulu sortir des circuits du théâtre commercial. J'ai joué dans les Maisons du Peuple. En 1968 elles n'étaient plus guère que des salles de danse ou de billard. Mais on m'a donné toutes facilités. On mettait à ma disposition la salle, le plateau, les lumières. Nous jouions des pièces écrites où il était question de la fin de la guerre, de la fin du fascisme... Ensuite, il y avait des discussions. Mais le Parti Communiste ne voulait pas de véritables discussions critiques. On pouvait parler du rôle des patrons dans notre démocratie chrétienne mais pas des erreurs des dirigeants des mouvements ouvriers.

Au bout de deux ans, je me suis arrêté, mais j'avais fait là l'expérience de ce que peut être un théâtre privé - c'est-à-dire à l'abri des incursions de la police - jouant dans différentes villes dans un contact constant avec les milieux ouvriers. C'est de cette expérience qu'est sorti notre actuel théâtre de la Comune.

T.S. Vous avez pu le fonder sans subventions d'aucune sorte ?

D.F. Je n'en reçois pas. Je ne veux pas en recevoir, même pas sous cette forme déguisée que serait le passage de nos spectacles dans les salles subventionnées. Mais il y a plus dur que cela. Du jour où je suis sorti des circuits traditionnels je n'ai plus pu compter sur aucune aide : ni journaux ni télévision, ni radio. On ne me connaissait plus. Non seulement on ne portait plus aucun jugement sur mon travail, mais la stricte information du public elle-même m'était refusée. Nous n'avons pour nous que quelques journaux d'extrême-gauche et la force de notre organisation.

T.S. Vous pouvez expliquer ce qu'elle est ?

D.F. Une réunion de cercles fermés, donc totalement indépendants. Ne peuvent assister à nos spectacles que ceux qui font partie du cercle. La carte coûte 500 lire, le ticket d'entrée 500 lire (3,80 F) également. Nous avons des cercles dans au moins 90 villes et 700 000 adhérents. Ce sont les militants politiques qui organisent les spectacles trouvent les lieux de jeu, mettent sur pied le service d'ordre.

T.S. Vous vous adressez à un vaste public ?

D.F. Cela dépend. Nous pouvons jouer pour de petits cercles, ou, plusieurs cercles se groupant, dans de grands lieux, palais des sports ou cinéma de 2 000 places, où nous nous entassons à presque 3 000.

T.S. La police ne dit rien ?

D.F. Elle fait des rondes à l'extérieur ou trouve des prétextes pour nous cueillir à la sortie (1).

**

Le spectacle que Dario Fo présente au Palais de Chaillot (2) est une démonstration de ce que le théâtre politique peut tirer de l'art ancien des jongleurs. Cet art du Moyen Age, très vite assassiné en France par le théâtre littéraire, a eu en Italie la vie plus dure. Devenus des sortes de camelots, lors même qu'ils restaient des spécialistes du chant et du mouvement, à la fois danseurs, acrobates, mimes, illusionnistes, les jongleurs italiens ont longtemps été dans les campagnes reculées des porteurs de nouvelles. L'actualité, ils la racontaient à leur façon, subversive le plus souvent, et fort drôle, leur verve n'épargnant pas les puissants, qu'ils soient laïcs ou d'Eglise. Ainsi entretenaient-ils dans le peuple un feu courrant de résistance par l'irrévérence et par le rire.

C'est ce rire que Dario Fo ressuscite. Il a retrouvé un certain nombre de jongleries, notées en latin par un clerc espion au dos d'actes notariés, et il en a fait son bien, notre bien puis-

un jongleur militant

Entre 1952 où il donne son premier spectacle au Piccolo Teatro de Milan et 1968, l'année de la rupture, Dario Fo, chef de troupe et écrivain de théâtre est une des grandes vedettes de la scène italienne. Mais déjà le sentiment du rôle social que devait jouer le théâtre le tourmentait. Déjà, tournant dans toute l'Italie et particulièrement en Sicile, sa compagnie pratiquait deux prix de places : très chère pour les possédants, elle s'ouvrait presque gratuitement aux gens sans moyens. Déjà, le goût de la satire politique lui faisait réinventer l'art du jongleur qu'il n'a plus cessé de perfectionner, en même temps qu'il le chargeait d'un contenu plus nettement militant.

que tous les soirs il livre à notre hilarité tels qu'ils ont été livrés jadis à l'imagination populaire, (le point de vue qui commande la narration étant un point de vue de classe) quantité de personnages suggérés par la voix et le geste.

Il retrouve d'autre part cet aspect irrévérencieux et provocateur dans le plus récent spectacle qu'il a présenté en Italie et auquel il fait allusion au cours de la soirée à Chaillot. Il s'agit d'un spectacle sur le Chili où il fait alterner les discours et la fable, en y intégrant des morceaux de réalité (comme l'enregistrement de la dernière émission de radio de journalistes chiliens qui ont ensuite été exécutés), en suscitant aussi tout au long du spectacle des incidents (on entend dans la salle le roulement des voitures de police faisant leur ronde). C'est le processus du coup d'Etat qu'il rend ainsi présent à l'esprit des travailleurs qui l'écoutent et le théâtre fonctionne comme une mise en garde.

Le véritable travail de Dario Fo est, il va sans dire, en Italie, là où l'attend son action militante. On peut néanmoins espérer qu'en France il laissera des souvenirs actifs.

Dominique NORES ■

(1) Tout récemment dans une ville à municipalité fasciste, Dario Fo a été arrêté. Il a dû sa liberté (provisoire) dès le lendemain de son incarcération au fait que 2 000 personnes ont dormi sur la place devant la prison. A tout moment, ses proches sont molestés, menacés. Le théâtre qu'il fait dérange.

(2) Mistero Buffo, salle Gémier, à 20 h, jusqu'au 23 janvier (727-81-15).



les vieux



Nous publions ci-dessous une tribune libre de notre camarade Abraham Béhar. Au-delà de la simple dénonciation du scandaleux ghetto où la société capitaliste enferme ceux qui sont devenus trop vieux pour produire, Béhar soulève une question intéressante : comment faire, de ces exclus, des militants à nos côtés du combat révolutionnaire ? Le débat est ouvert.

LES fêtes de fin d'année ont vu se produire dans toutes les mairies, de droite comme de gauche, le même spectacle immuable et répugnant. On parque les vieux, on les bourre de dinde et de marrons, on leur offre quelques pacotilles et M. le Maire vient leur serrer à tous la cuillère. Et dans le regard des édiles s'allume partout la même lueur

concupiscente, où les pauvres anciens ont tous des têtes de bulletins de vote.

Et ce 2 janvier, on augmente la nourriture, les charges, on diminue le chauffage et de 25 % leur gaz... S'ils ne sont pas contents « ils » n'ont qu'à aller à l'asile de la commune (à prix d'or où le même maire (ou son frère) leur referra le même coup du réveillon-bidon.

vilenie

Jusqu'à quand allons-nous laisser se perpétuer cette vilenie, jusqu'à quand allons-nous être complice du capitalisme qui rejette, marginalise, écrase, méprise ceux qui ne produisent plus, complice de tous ces Shylocks politiques qui prélèvent sur leurs chairs fatiguées la livre électorale et de tous les spécialistes de la charité poisseuse, honteuse, dégradante, trop heureux de voir revenir le temps de la soupe populaire et du seau de charbon (pour « nos vieux ») qu'ils aligneront pieusement devant la chaudière à gaz éteinte ?

Sur le plan économique, c'est une simple banalité de constater que l'inflation retentit d'abord sur les retraités, et que ceux-ci sont les premiers à ressentir durement les hausses des prix et des loyers. Du moins, ceux qui peuvent encore subsister seuls.

Pour les autres, d'asile en hôpital spécialisé, on leur reproche de coûter cher (de plus en plus cher), en oubliant que pour l'établissement lui-même ils représentent de la matière première qui rapporte beaucoup (de plus en plus). Car le prix de journée prélevé est de loin plus élevé que les dépenses que l'on consent pour eux.

L'exploitation des retraités par le capital se fait donc par malinisme de celui-ci sur tous les aspects de la vie, et par la transformation progressive de la maladie, la maison, l'environnement, en marchandise rentable mais la riposte est difficile pour les vieux, hors des lieux de production.

vive la culture !

A la botte, les Maisons de Jeunes et de la Culture ! Couchés, les Foyers de Jeunes Travailleurs ! Au pas, les animateurs sociaux et culturels ! Dans ce domaine, comme dans tous les autres, la politique du Pouvoir est à la répression, à l'étouffement, à l'embrigadement. Jacques Bertin ouvre le dossier, et se propose de le tenir à jour : ce n'est pas la matière qui manque !

A Paris, depuis 25 ans en moyenne, une salle de théâtre disparaît chaque année. Actuellement, onze sont directement menacées, quatre d'entre elles viennent de demander officiellement leur désaffectation.

En France, l'intervention publique pour les activités de théâtre ne touche que 35 départements sur 95.

En francs constants, les investissements communaux pour les équipements culturels ont augmenté de 59 % de 1959 à 1972. Ceux de l'Etat n'ont augmenté que de 29 %. Et par le biais de la TVA, 17 % des investissements que réalisent les communes reviennent à l'Etat. Sans compter ce que l'Etat prend au passage sur la billetterie (impôts sur les spectacles) par exemple !

En 1972, les communes ont financé 17,5 milliards d'équipements culturels. L'Etat : 8,5 milliards.

statues équestres

Vive la culture ! Continuons. Le démantèlement de l'ORTF est en cours. Tout pour les gros de la publicité et de « l'audiovisuel ». La masse salariale affectée par l'O.R.T.F. au paiement des artistes-interprètes a diminué de 50 % en 10 ans ! Bien sûr : on n'a plus besoin des comédiens maintenant qu'on passe des disques toute la journée ! Il faut bien rendre service aux trusts de l'édition et... faire des économies.

On pourrait continuer cette triste énumération. Voilà la situation que le Pouvoir fait à la culture, dans ce pays. Comparez avec les déclarations de Druon sur les statues équestres !

Qu'est-ce que la culture pour un ministre UDR ? Tenez, prenons au hasard : Gorse, un libéral, ministre du Travail, maire de Boulogne-Billancourt. A Boulogne, il y avait une maison de jeunes et un théâtre (le Théâtre de l'Ouest Parisien).

Gorse vient de leur écrire : à compter du 1^{er} janvier la maison des jeunes est priée de rendre son local à la Municipalité et le T.O.P. est prié d'aller porter ailleurs sa sébile. Bon vent !

Fourtant, la maison des jeunes est gérée selon des statuts types admis par toutes les familles politiques depuis vingt ans : une assemblée générale des adhérents élit une partie des membres du Conseil d'administration. L'autre partie est composée de membres de droit représentant diverses associations locales, la Municipalité et le Ministère de tutelle. Rien de plus « pluraliste ». Rien de plus neutre et au fond, rien de plus calme.

Eh bien, le ministre s'en tape. Il a dit : barrez-vous. Qu'ils se barrent. Malheureusement, ils occupent les locaux. Pauvre Gorse. Reste plus que les C.R.S. ! On continuera ainsi à s'en taper en famille.

Un autre qui s'en tape, c'est le sénateur-maire du Mans, Maury (UDR). Il a décidé de briser sa MIC. C'est une épidémie ?

Ce n'est pas une épidémie, c'est une politique : du temps où Comiti était ministre de la Jeunesse, il avait décidé de s'attaquer aux MJC, « **repaires de communistes** ». Pour ce faire, il a simplement bloqué les crédits qu'il allouait au FONJEP, cet organisme étant chargé de payer une partie des salaires des animateurs. Résultat : les Municipalités ont vu croître la part

qu'elles versaient aux animateurs. D'où la tentation pour elles de mettre la main dessus, en mettant en l'air le pluralisme. Ce que veulent les maires, c'est choisir eux-mêmes les directeurs des maisons et avoir l'œil sur les programmes. Avec leurs majorités électorales, ils pourront réduire au silence les autres. Tous les autres. C'est ce qu'on avait cherché à éviter quand on a lancé les MJC. Bravo Comiti.

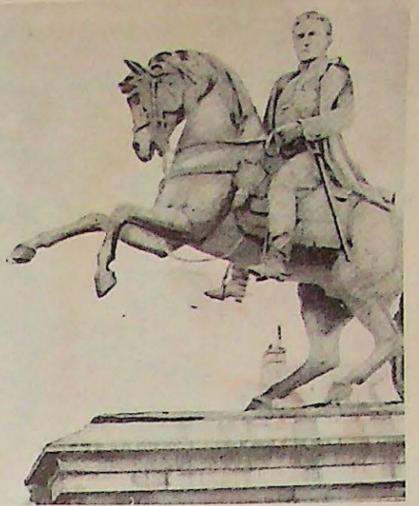
A T.S., de semaine en semaine, nous parviennent les dossiers des maisons de jeunes en voie d'être reprises en main. C'est le Mans où le maire déclare : « Le directeur de la MJC a été imposé par le Conseil d'Administration » (sic) et « la Municipalité ne signera pas de contrat de financement avec la MJC, mais étudiera les demandes de subventions et y répondra favorablement dans la mesure où elles se justifieront ». Sous-entendu : si ça ne marche pas comme je veux, je sacque !

non à l'ennui

C'est Rennes, où le sénateur-maire Henri Fréville, repousse de mois en mois l'ouverture de la MJC du Champ-de-Mars, pourtant terminée depuis Pâques. Il ne veut pas donner les locaux à une MJC (c'était pourtant prévu depuis 1963) mais à une « association nouvelle ». Son sentiment est « le refus d'un monopole MJC et une volonté pluraliste ». Ce refus traduit tout bonnement la volonté de municipaliser les activités culturelles locales.

C'est sans doute par la même volonté un peu sournoise — mais bien centriste — qu'il faut expliquer le remplacement de Georges Goubert à la direction de la Maison de la Culture de Rennes. Cet homme-là, n'est-ce pas, avec son compère Guy Parigot, a été le pionnier de la décentralisation théâtrale à Rennes depuis vingt ans. Alors, forcément, il avait une réputation à Rennes qui lui permettait d'avoir les coudées plus franches vis-à-vis du maire que son successeur. Celui-ci commence par un coup d'éclat : « **Non à l'ennui** », déclare-t-il, et il programme un festival Christian-Jacque...

On continue ? En avant : le Foyer des Jeunes Travailleurs de Fougères : en novembre 1971, devant les difficultés financières dues à l'ampleur des remboursements d'emprunts pour la construction, la Municipalité acceptait



La culture selon Druon : avec un C, comme cheval.

de verser les crédits, mais exigeait de détenir la majorité au Conseil d'Administration et de changer les structures (le maire, c'est Cointat). Aujourd'hui c'est la crise ouverte : le C.A. a vidé deux animateurs et deux résidents. Les résidents exigent la démission du directeur.

On continue ? A Valence, la Maison des Jeunes n'est pas encore sur la sellette. Mais le centre culturel y est : la responsable est trop à gauche au gré du député-maire UDR Ribadeau (qui est par ailleurs producteur du film immortel « Les Lavandières du Portugal »). En supprimant le Théâtre de la Vallée du Rhône et en municipalisant le centre culturel, Ribadeau a réussi à mettre tout Valence contre lui. C'est peut-être la chance de la MJC.

bien joué ?

On continue ? Non. On parlera de Troyes, Blois et Montbéliard une prochaine fois. Concluons vite avant qu'un autre dossier tombe sur le bureau.

Il y a une politique nationale de l'animation culturelle. Celle de l'UDR et des centristes. Tenez-vous bien : il y a à Paris 16 locaux sociaux-éducatifs (statistiques 1971).

Mais, direz-vous, Fontanet n'a-t-il pas introduit dans les lycées les fameux 10 % consacrés à l'animation ? Oui, mais sans crédits ! Que feront les chefs d'établissement ? Peut-être feront-ils comme M. Cachera, proviseur du lycée de Somain, dans le Nord : il a confié la chose à l'armée et dans son lycée il y a maintenant une « **antenne militaire permanente** ».

Le travail de Comiti et ses compères depuis 1968... Bien joué (pour le moment). A suivre la semaine prochaine.

Jacques BERTIN ■



Sur le plan politique, en dehors de quelques soubresauts des députés et des maires, ils ne pèsent pas puisqu'ils sont dispersés, sans organisations unifiées efficaces (en dehors des appendices du P.C.F.) et surtout avec des liens corporatistes avec la classe ouvrière (les sections des retraités par syndicats qui sont hors de la vie actuelle des vieux travailleurs) ou le plus souvent pas de lieux du tout. N'étant pas inclus réellement dans une force sociale effective, ils sont exclus de tout pouvoir.

Mais c'est peut-être sur le plan idéologique que la rupture est la plus forte : c'est toute la société qui les considère comme des poids morts, des inutiles. Le rêve de la petite retraite tranquille est une réalité, un cauchemar d'ennui, de solitude et d'humiliation.

Cette « déchéance » n'épargne pas non plus les couches techniciennes, eux qui se sont fait toute leur vie l'illusion d'être quelque chose, s'aperçoivent alors qu'ils ne

sont rien... A part les vieux riches, cernés par la meute des héritiers, l'unification se fait peu à peu autour d'une mentalité d'assistés de sous-hommes et de la ruse nécessaire pour survivre.

Et pourtant nous avons absolument besoin d'eux.

Regardez les groupes révolutionnaires, et notre parti lui-même. La caractéristique est la même : aucune mémoire, aucune capacité à relier le présent au passé. C'est toujours le même refrain « le parti n'a jamais rien dit sur... » (au choix, la santé, la sexualité, l'union de la gauche, etc.) ce qui est évidemment faux — et à l'inverse les invocations historiques sont toujours abstraites (voir les envolées lyriques sur 36 ans jamais parler de la misère, de l'espoir, du courage d'ouvriers d'alors).

Si dans notre débat sur le pacte, le gouvernement de gauche, etc., nous avons écouté ceux qui l'ont vécu vraiment en 1934 et 1936, si nous avons assimilé l'histoire vivante, ses espérances et ses échecs, quelle richesse et quelle source précieuse d'informations aurions-nous eues !

apprendre

Les vieux travailleurs nous sont indispensables pour apprendre de l'histoire elle-même les éléments du présent et de l'avenir.

Non seulement, nous avons besoin d'eux pour être des militants politiques, mais notre mot d'ordre de contrôle populaire sur

les prix, les loyers, la santé, n'a aucun sens sans la mobilisation des retraités dans chaque quartier — qui va surveiller les prix, qui va constituer le fond permanent du comité populaire présent à chaque heure du jour, sinon eux ?

Bien sûr, le comité populaire ne doit pas être constitué uniquement d'anciens, regroupés autour des ouvriers, unifiant aussi les femmes du peuple et la jeunesse scolaire, le comité est tout cela... Mais le moteur dans la pratique, c'est ceux qui sont là, les femmes du peuple et les retraités.

Il est grand temps de prendre en charge cette mobilisation, d'abord par la connaissance, l'enquête, l'écoute patiente dans son propre quartier.

Mais surtout on doit s'adresser aux retraités concrètement, c'est-à-dire en demandeur.

Nous avons à leur demander de venir parler, eux, sur les luttes ouvrières et populaires que nous devons connaître. Nous avons à leur demander de venir nous former nous, sur la vie syndicale, les rapports du parti révolutionnaire avec les masses, la lutte de libération de 1940 à 1944.

S'ils acceptent de nous aider nous pouvons alors dans une deuxième étape, discuter à égalité de nos problèmes communs : les prix, les loyers, le chauffage, la santé, et enfin, les conditions étant réglées, proposer notre organisation commune, sur les bases économiques, objectives et réaliser l'unité populaire... sans leur cacher qu'ils en seront de fait les animateurs inévitables.

du populisme ?

Il paraît que, d'avoir, les premiers, demandé aux militants de prendre en charge les problèmes des immigrés, de se lancer dans la bataille de la libération des femmes de la classe ouvrière et du peuple, et de soutenir les élans de la jeunesse en révolte devant les conditions de déclassés que leur fait le capitalisme, « c'était du populisme ». Il paraît que de signaler que les O.S., c'est-à-dire ceux qui sont la majorité des travailleurs, sont le bras principal de la classe ouvrière et que leur lutte a ébranlé le capitalisme, « c'était aussi du populisme », constater aujourd'hui que les retraités font partie intégrante du peuple, et qu'il n'y aura pas d'unité populaire sans eux, car fondamentalement leurs intérêts convergent avec ceux du prolétariat face au même ennemi, cela serait aussi, probablement « comme du populisme » :

Dans la lutte pour la vérité, vers la révolution, de telles incompréhensions sont logiques et l'amertume est aussi une conséquence de notre choix, nous qui nous efforçons d'être des communistes.

Qu'importe agissons, démontrons, prouvons sans faiblesse, sans compromis, que ceci est vrai, que les retraités font partie du peuple et que nous en avons besoin.

Abraham BEHAR ■

UN AN DANS T.S.

Suite de notre rétrospective, les élections de mars 73 ont été perdues pour la gauche. Mais les militants n'ont guère le loisir de s'appesantir sur leur état d'âme...

Reprendre la lutte sur tous les fronts sociaux » dit Rocard. Cela ne va pas trainer. Souvenez-vous : « chaud, chaud, chaud, le printemps sera chaud ! ». A peine éteints les lampions électoraux, voici que les jeunes, les lycéens, ceux qui ne votent pas, descendent en masse dans les rues et redonnent à la France une petite bouffée de 68. En question : les sur-sis. Mais au-delà de la loi Debré c'est

l'armée du capital qui est mise en cause. Le Programme commun, déjà est oublié, dépassé. Et les forces qui l'ont signé, obligées quoi qu'elles en aient à « coller » à un mouvement qu'elles ne contrôlent absolument pas.

Les « observateurs politiques » auront-ils compris toute l'importance de ce communiqué, publié dans TS et signé de 15 organisations (CFDT, SGEN, MARC, CERES,

Etudiants socialistes, Mouvement de la jeunesse socialiste, Objectif socialiste, PSU, CLAJ, JEC, JOCF, JOC, MRJC ; Vie Nouvelle, Groupes TC) ? Peut-être pas. Il est pourtant là, en germe, ce « courant » auto-gestionnaire à construire. C'est le début d'une gestation et l'enclenchement d'une dynamique...

« Les organisations signataires soulignent l'importance de la mobilisation des étudiants et des lycéens au cours des derniers jours (...) ces actions, massives et responsables, ont montré la capacité des lycéens et étudiants à agir ensemble pour changer leur situation (...). Pour nos organisations, les manifestations actuelles se situent dans le prolongement de celles de 68. Il s'agit d'une nouvelle expression de la crise fondamentale de la société (...) ».
(TS 572 - 28-3-73).

Et pendant ce temps, la vie politique officielle a repris son ronron. On se bat autour du « perchoir » de l'Assemblée nationale - et ce sera Edgar Faure le plus malin. On remanie le gouvernement dans le sens du durcissement (« Royer, Druon, ils ont pris les plus cons », crient les potaches...) et les barons du régime se mettent à lorgner vers l'Elysée : avec d'autant moins de vergogne qu'on commence à parler tout haut de « la santé du président »...

« Bien sûr, personne n'ose imprimer quoi que ce soit - et cela se conçoit d'autant mieux qu'il est tout à fait possible, au fond, que la rumeur n'ait aucune espèce de fondement. Mais, à tout hasard, les rédacteurs en chef des grands quotidiens ont fait faire la rubrique nécrologique de Georges Pompidou. Et surtout les leaders des différentes fractions de la majorité ont estimé qu'il fallait se placer le plus vite possible, pour prendre date dès maintenant, après tout, on ne sait jamais, si c'était vrai... ».
(T.S. - 573 - 4-4-73).

A ces calculs, à ces jeux, répond donc la montée spectaculaire des conflits sociaux, sur tous les terrains. Les OS de chez Renault se mettent en grève. Un peu partout les travailleurs immigrés relèvent la tête et prennent conscience de leur force. Et la naissance du MLAC marque une étape nouvelle dans la lutte des femmes pour leur libération.

« A tous ceux qui, dans l'ombre, ont milité pour que la sexualité devienne un problème politique et soit traité comme tel, à tous ceux, qui, dans leurs organisations, ont lutté pour ne plus être considérés comme des marginaux, des forces d'appoint ; à tous ceux-là se présente la chance de donner enfin

à ce débat un caractère public et populaire... ».

(T.S. - 575 - 18-4-73).

Ces combats quotidiens qui se développent partout en France, T.S. s'efforce d'en rendre compte chaque semaine. Il y est puissamment aidé par l'envoi d'informations que lui font régulièrement les militants. C'est ainsi que, début mai, paraît dans la rubrique « Front des luttes », une brève correspondance de Besançon...

« Les montres Lip donnent peut-être l'heure exacte, mais la direction de cette entreprise est en avance pour ce qui est de sa politique. C'est bien la première fois, en effet, qu'un patron convoque la presse, la radio et la télé, pour annoncer que la boîte va mal, et qu'on va peut-être mettre la clé (de la pendule) sous le paillason. Inquiétant (...). Heureusement, les travailleurs connaissent ce genre de carillon et les initiatives de la direction se heurtent à une ferme opposition, due au travail des syndicats comme du groupe PSU. Il faut dire qu'on sait se battre : vous pouvez relire la plaquette « un an de lutte chez Lip »...
(T.S. - 577 - 9-5-73).

Nous aurons effectivement tout le loisir de la relire...

Bernard LANGLOIS ■
(A suivre).

1841

NOUVEAUX ABONNES

du 15 octobre au 15 janvier

battez - vous pour TS !

LA campagne d'abonnements à TS a été un incontestable succès. En trois mois, du 15 octobre au 15 janvier, elle aura permis de faire 1.841 abonnés nouveaux, au prix spécial de 40 F. L'effort doit maintenant se poursuivre : l'objectif reste fixé à un abonné nouveau par militant. Nous sommes encore loin du compte !

Depuis octobre, les charges financières pesant sur TS — comme sur l'ensemble de la presse — se sont encore alourdies. Nous avons, comme la plupart des journaux, augmenté notre prix de vente au numéro. Le prix de l'abonnement suit, bien évidemment. Ainsi l'abonnement pour un an, au prix normal, est maintenant de 80 F.

Mais nous relançons, pour deux mois, une campagne au prix spécial de 60 F. Avec, en prime, un livre dont la crise actuelle met en lumière toute l'actualité : le Manifeste du PSU, adopté au Congrès de Toulouse en décembre 72, « Contrôler aujourd'hui pour décider demain ».

Par ailleurs, nous avons laissé le prix de vente aux sections à 1,50 F : cela doit donner un coup de fouet à la vente militante, le bénéfice de cette vente restant aux sections.

La bataille pour TS continue. Elle est en bonne voie. Nous voici de nouveau à 16 pages : il en faudrait 20 ou 24. Continuez à vous

mobiliser. Vendez TS chaque semaine. Cherchez et trouvez des abonnés nouveaux. Relancez les abonnements qui arrivent à expiration. Battez-vous pour TS : c'est aussi vous battre pour les Lip, pour les travailleurs immigrés, pour les peuples palestiniens, chiliens, pour tous les exploités du système capitaliste. C'est vous battre pour le socialisme, pour l'autogestion, pour la société que nous bâtirons ensemble demain !

TS ■

un nom :

une adresse :

et un chèque de 60 F
(+ un bouquin, c'est encore donné !)

T.S. 9, rue Borromée - 75015 Paris
C.C.P. Paris 5.826.65